

Des traditions qui ruinent



Page 4

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3489 - Lundi 16 février 2015 - Prix : 10 DA

Procès en appel pour dilapidation de deniers publics

L'affaire Hadjas le 15 mars devant la cour d'Alger

Page 24



Plus important projet d'investissement entre Algérie et Qatar La réalisation du complexe Bellara lancée début mars

Page 3

Mode de production : assistanat

Par Nadjib Stambouli

Des «commerçants de l'informel», autrement dit des trabendistes, ont hier paralysé la circulation à Constantine, pour mieux marquer leur refus de quitter les lieux, comme si leur activité, par nature illégale, leur ouvrait droit à imposer par la force ce qui leur est exigé par la loi. Une telle manifestation assumée sur la place publique serait invraisemblable sous d'autres cieux, mais sous le nôtre, elle entre dans le paysage quotidien, celui de la routine, qui en tout excès ou anomalie nous a montré pire. A bien regarder, ces trabendistes de Constantine ne font que pousser leur logique au bout de leur action revendication, déclinant ainsi au grand jour et par anticipation, ce que font d'autres trabendistes en douce et en catimini. En effet, un peu partout dans le pays, encouragés par le laxisme des autorités nourrissant l'impunité sous le sceau de la politique des trois magots «rien vu, rien entendu, rien dit», les vendeurs à la sauvette, les mal nommés puisqu'ils sont installés au jour, au mois et à l'année, sont revenus par la fenêtre après avoir été chassés par la porte. Il est vrai qu'il est un élément, défiant toute logique et approche académique du marché, qui n'est pas étranger à cette situation, à savoir la préférence vouée par le consommateur algérien à l'achat auprès de «la table» ou du fourgon du marchand ambulant, plutôt qu'au marché du coin, avec l'illusion que c'est moins cher.

Suite en page 3

Greffe d'organes, maladies cardiaques et médecins dans le Sud

Les grands chantiers de la Santé



PH > E. Soraya/J.A.

Le ministère de la Santé classe quelques dossiers comme prioritaires pour le compte de l'année 2015 qui sera marquée par la relance du système de la santé. Il s'agit surtout de la santé dans le Sud, la prise en charge des maladies cardio-vasculaires ainsi que la relance de la greffe d'organes.

Lire page 2



Troisième édition de la conférence Fikra 14-15 février

Cap sur la réussite

Page 5



Spectacle de l'orchestre «El Gosto»

Les mélomanes du chaabi gâtés

Page 13

Marche du mouvement associatif à Akbou «Un rang de wilaya déléguée» réclamé pour la ville

DES DIZAINES de citoyens ont organisé hier matin une marche pacifique dans la ville d'Akbou sous la houlette de la coordination des associations et comités des quartiers de la ville. La procession a pris le départ à partir du Lycée Hafsa pour aboutir au siège de la daïra où un rassemblement a été observé aussi. Les Akbouciens ont dénoncé «la corruption, les fléaux sociaux qui gangrèment la ville, le bradage du foncier de la commune par la mafia». Ils ont exigé «la distribution des logements réalisés dans plusieurs programmes, notamment dans le cadre du programme social comme ils ont réclamé des autorités la fin à l'insécurité qui règne dans certains quartiers de la municipalité». Une délégation de ces derniers a été reçue par le chef de daïra qui les a rassurés sur la prise en charge de leurs revendications, notamment la distribution très prochaine des logements sociaux, soit juste après la fin des enquêtes. Pas moins de 8 000 demandes de logement ont été déposées pour les différents programmes. Ils ont également demandé «la promotion de la daïra d'Akbou au rang de wilaya déléguée» en se référant à la décision prise lors du Conseil des ministres restreint tenu le 7 janvier dernier. Décision d'élever au rang de wilayas déléguées certaines daïras du sud du pays, notamment. A ce propos, ils ont mis en avant les potentialités de cette daïra considérée, selon eux, parmi «les plus grandes daïras du pays non sans relever son rôle de moteur en matière d'activités économiques et industrielles grâce à sa zone d'activité. Par ailleurs, des citoyens issus du village Tarcha dans la commune d'El-Kseur ont fermé hier l'accès menant vers les chantiers de réalisation de la faculté des sciences économiques à Berchiche et celui de la résidence U. Ils réclament la prise en charge d'un bon nombre de revendications dont l'eau potable, la délocalisation de la décharge sauvage, le revêtement de la route menant à leur village et d'autres communes côtières de Béjaïa et la wilaya de Tizi Ouzou, le raccordement au gaz de ville, un réseau d'assainissement, etc.. Pour leur part, des habitants du village Taourirt de la commune de Béni Djellil sont revenus à la charge hier. Ils ont fermé le siège de l'APC pour la deuxième fois après celle de l'été 2014. Ils revendiquent toujours leur part du développement dans le cadre des PCD de l'année en cours. «Nous n'avons rien bénéficié depuis 2013 et cette année encore ils nous ont oubliés, en dépit du montant conséquent estimé à 6,3 milliards de centimes dont a bénéficié la commune», lance le président de l'association «Assirem» du village. Eau potable, salle de soins, assainissement, revêtement de la route, etc., autant de «projets réclamés et qui n'ont pas figuré sur la liste des priorités de la commune», selon les protestataires qui rappellent les promesses faites par les autorités locales noir sur blanc l'an passé.

Hocine Cherfa

— Greffe d'organes, maladies cardiaques et médecins dans le Sud — Les grands chantiers de la Santé

■ Le ministre de la Santé classe quelques dossiers comme prioritaires pour le compte de l'année 2015 qui sera marquée par la relance du système de la santé. Il s'agit surtout de la santé dans le Sud, la prise en charge des maladies cardio-vasculaires ainsi que la relance de la greffe d'organes.



Par Yasmine Ayadi

À travers les visites d'inspection qu'il effectue à travers les wilayas et à l'issue de la rencontre d'évaluation de l'année 2014 et les perspectives de 2015, le ministre de la Santé a donné les grandes lignes prioritaires de son secteur. En plus de l'appel adressé aux responsables et professionnels de la santé, les exhortant à redorer la vitrine du secteur, le premier responsable de secteur mène sa bataille pour soigner ces hôpitaux qui jusque-là sont une source d'appréhension pour les malades et pour leurs proches. Quoi qu'il fasse et quoi qu'il dépense, le ministère de la Santé tente tant bien que mal de mener à bon port les réformes engagées pour l'amélioration des prestations de santé et pour moderniser les établissements de santé publique. Beaucoup de malades meurent de négligence tandis que d'autres attendent des mois et des mois pour obtenir un rendez-vous pour les soins anti-cancer.

Il y a, en effet, des maladies qui ne peuvent pas attendre et pour lesquelles toute erreur est fatale. Le discours comme la politique engagée par le département de la santé ne cache pas la prise de conscience de la situation et de la difficulté de trouver le remède rapidement tellement les dysfonctionnements sont à tous les niveaux et concernent essentiellement les problèmes de gestion, l'insuffisance d'infrastructures et d'équipements mais aussi la conscience professionnelle qui fait défaut. Parallèlement à ses démarches de modernisation et appels aux changements de mentalité dans les hôpitaux à travers l'humanisation du secteur, le ministère de la Santé se consacre à certains dossiers qu'il qualifie de prioritaires et de lourds pour le compte de l'année en cours. Il s'agit, en premier lieu, d'améliorer les conditions des soins dans le Sud et de renforcer le nombre de médecins et spécialistes dans cette région. Des mesures incitatives sont déjà réfléchies pour encourager l'ins-

tallation des médecins dans le Grand Sud, comme le cas du logement de fonction qui sera attribué aux fonctionnaires ayant accompli 5 ans de service et qui désire s'établir pour travailler dans le Sud. Le ministre de la Santé a déclaré que les 1 900 médecins spécialistes de la promotion 2015, seront essentiellement répartis dans les dans le Sud et les Hauts-Plateaux en vue de combler le déficit en médecins spécialistes dans la région.

Mise en place d'une stratégie pour relancer la greffe d'organes

Le ministère de la Santé a mis en œuvre une stratégie pour la relance de la greffe d'organes, notamment du rein, selon les déclarations faites par le ministre de la Santé. «Il s'agit de relancer l'Agence nationale de la greffe d'organes, de tissus et des cellules, qui se fera dans les tout prochains jours, de la mise en place de registres nationaux des insuffisants rénaux, et la réorganisation

ainsi que la réhabilitation des centres de référence», a souligné M. Boudiaf lors de la journée d'étude sur la greffe rénale tenue à l'Institut national de santé publique (Insp). La stratégie mise en œuvre par le ministère comprend également «la concrétisation du projet de la banque d'organes et l'élaboration de programmes de formation au profit des praticiens des greffes», a-t-il dit, appelant la corporation à faire la distinction entre «les chirurgiens et les transplantateurs». M. Boudiaf a plaidé pour la mise en place d'une feuille de route élaborée par l'ensemble des acteurs afin d'arriver à un objectif d'un nombre optimal de greffés dans les prochaines années, estimant qu'«au vu des moyens dont dispose l'Algérie la situation de la greffe d'organes, dont celle du rein, n'est pas satisfaisante».

Réduire la mortalité par maladie cardiaque de moitié, l'autre défi

En termes de prise en charge des maladies cardiaques qui sont à l'origine de 60% de la mortalité en Algérie, le département de la santé ambitionne de les réduire de 50%. Le ministre de la Santé a déclaré, dans ce sens, que la prise en charge des maladies cardiaques constitue le défi majeur du secteur pour cette année 2015. Le nouveau programme tracé dans ce sens vise à réduire de 50% les décès. Cette maladie qui tue plus que le cancer sera réduite progressivement avec la mise en place d'un nouveau plan lancé cette année. Autant d'engagements, de promesses et des retards à gagner en termes d'amélioration des prestations de santé en Algérie.

Y. A.

Commerce extérieur

Le UE maintient sa place de principal partenaire de l'Algérie

L'Union européenne (UE) a maintenu sa place de principal partenaire de l'Algérie dans le commerce extérieur durant l'année 2014, tandis que par pays, la Chine reste le premier fournisseur du pays pour la deuxième année consécutive, indique un bilan des Douanes. En 2014, les échanges commerciaux globaux de l'Algérie (exportations et importations) ont atteint 121,28 milliards de dollars (mds usd) dont 70,72 mds usd ont été effectués avec les pays de l'UE, soit 57,72% des échanges globaux, a appris l'APS auprès du Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes (Cnis). «L'essentiel des échanges extérieurs de l'Algérie reste toujours polarisé sur nos partenaires traditionnels», souligne la même source qui relève que les pays de l'UE sont les principaux partenaires du pays à hauteur de 50,56% des importations algériennes et de 64,36% des exportations algériennes. Les importations du pays auprès de l'UE ont atteint 29,49 mds usd en 2014, en hausse de 2,68% par rapport à 2013, tandis que les exportations de l'Algérie vers cette région s'étaient chiffrées à 40,52 mds usd, en baisse de 1,83%. A l'intérieur de cette région économique, l'Espagne a été le principal client de l'Algérie en 2014 en important pour 9,71 mds usd (15,43% de l'ensemble des ventes algériennes à l'étranger), suivi de l'Italie pour 8,37 mds usd (13,29%), de la France pour 6,74 mds usd (10,71%), de la Grande-Bretagne pour 5,48 mds usd

(8,71%) et des Pays-Bas pour 5,08 mds usd (8,07%), selon les Douanes. Pour ce qui concerne les fournisseurs de l'Algérie, à l'exception de la Chine qui a été classée, pour la deuxième année consécutive, premier fournisseur du pays, les quatre places suivantes ont été occupées par les pays de l'UE. Ainsi, la France a été classée deuxième fournisseur avec 6,34 mds usd (10,89% des importations algériennes), suivie de l'Italie avec 4,98 mds usd (8,54%), de l'Espagne avec 4,98 mds (8,54%) et de l'Allemagne avec 3,77 mds (6,47%). Les pays de l'Organisation du commerce et du développement économique (Ocde) hors UE viennent en deuxième position avec un volume des échanges de 18,92 mds, soit 15,6% du total des échanges commerciaux de l'Algérie. Les exportations réalisées par l'Algérie vers les pays de cette organisation ont reculé à 10,48 mds usd en 2014 (baisse de 14,15% par rapport à 2013), alors que ses importations ont atteint 8,44 mds usd, en hausse de plus de 21%. Les pays de l'Asie, qui sont devenus des concurrents potentiels des pays de l'UE et de l'Occident durant les trois dernières années, ont absorbé 7,71% des exportations algériennes pour 4,85 mds et ont expédié vers l'Algérie pour 12,57 mds usd (21,56% des importations algériennes). Dans cette zone géographique, la Chine reste un important partenaire de l'Algérie puisqu'elle est devenue le premier fournisseur du pays pour la deuxième année

consécutive pour 8,19 mds usd en 2014 (14% des importations algériennes) et 10^e client pour 1,82 md usd (2,89% des exportations algériennes) après avoir occupé la 12^e place en 2013. Avec la région de l'Amérique du Sud, les échanges commerciaux ont été estimés à 6,79 mds (5,6% des échanges du pays avec l'étranger). En 2014, l'Algérie a importé des pays de l'Amérique du Sud pour 3,79 mds usd (6,5% des importations globales du pays) et y a exporté pour plus de 3 mds usd (4,77% des exportations algériennes globales). Quant aux échanges avec les pays de l'Union du Maghreb Arabe (UMA), ils ont augmenté de près de 8% en passant de 3,67 mds usd en 2013 à 3,96 mds en 2014. La Tunisie a exporté vers l'Algérie pour une valeur de 490,81 millions usd et a acheté des produits algériens pour plus de 1,58 md usd en 2014. Le Maroc a importé auprès de l'Algérie pour plus de 1,38 md usd et y a exporté pour 216,83 millions usd en 2014. Avec les pays arabes hors UMA, les échanges de l'Algérie ont enregistré une baisse de plus de 16% en 2014 passant de 3,21 mds usd en 2013 à 2,68 mds usd en 2014. Dans cette zone, l'Egypte est restée, en 2014, le principal partenaire du pays puisqu'il y a été exporté pour 575,47 millions usd et en a importé pour 532,43 millions usd. Les échanges de l'Algérie avec les pays d'Afrique ont totalisé, l'année dernière, 520 millions usd.

Rafik Y.

— Plus important projet d'investissement entre Algérie et Qatar —

La réalisation du complexe Bellara lancée début mars

■ Les promesses d'investissements arabes en Algérie ont toujours été fascinantes mais leurs réalisations dans les délais restent la grande faille, c'est le cas, notamment du projet algéro-qatari du complexe de Bellara, dont les travaux de réalisation seront enfin lancés, en mars prochain.



Ben Jassem Al Thani reçu par Bouchouareb

Par Nacera Chennafi

Dans ce contexte, le vice-ministre qatari des Affaires étrangères chargé de la Coopération internationale, Cheikh Mohamed Ben Abderrahmane Ben Jassem Al Thani est en visite en Algérie en attendant la visite de son Premier ministre prévue en mars prochain.

Dans ce cadre, une rencontre économique algéro-qatarie a été tenue hier à Alger, présidée conjointement par le vice-ministre qatari des Affaires étrangères chargé de la Coopération internationale, Cheikh Mohamed Ben Abderrahmane Ben Jassem Al Thani et le ministre de l'Industrie, Abdesselam Bouchouareb.

A cette occasion, le ministre de l'Industrie a annoncé que les travaux de réalisation du complexe sidérurgique de Bellara (Jijel) seront lancés début mars

prochain à l'occasion de la visite en Algérie du Premier ministre qatari. «Le lancement des travaux de réalisation du complexe sidérurgique de Bellara interviendra dans les dix premiers jours du mois de mars après la réunion de son conseil d'administration, le 25 février en cours».

Le ministre a fait savoir aussi que lors de cette réunion, le conseil d'administration décidera de l'augmentation du capital de la société mixte «Algérie-Qatar Steel», fixé initialement à 10 millions de dollars.

Le complexe sidérurgique de Bellara qui est le plus important projet d'investissement entre l'Algérie et le Qatar permettra de créer 3 000 emplois directs et indirects et de répondre aux besoins du marché national en matière de sidérurgie selon Bouchouareb.

Il est à préciser que le coût de réalisation du complexe de Bellara s'élève à 2 milliards de

dollars et produira dans une première étape 2 millions de tonnes d'acier par an à partir de 2017, production appelée à augmenter progressivement pour atteindre 5 millions de tonnes à l'horizon 2019.

Le capital du complexe sera détenu à 51% par l'entreprise Sider et le fonds national d'investissement et à 49% par Qatar international une joint-venture entre Qatar Steel et Qatar mining.

Il y a deux ans, alors ministre du Développement industriel, Amara Benyounés avait déclaré que «le projet du complexe sidérurgique de Bellara, à Jijel, se fera avec ou sans les Qataris».

Dans une déclaration à la presse à son arrivée à l'aéroport international Houari Boumediène, le responsable qatari a souligné que sa visite en

Algérie avait pour objectif d'évaluer les projets d'investissement en cours et préparer la visite du

Premier ministre qatari en Algérie prévue en mars prochain.

Les deux pays avaient signé lors de la session de la grande commission mixte algéro-qatarie, en novembre dernier, 13 documents (conventions, mémorandums d'entente et programmes exécutifs) ayant trait à plusieurs domaines, notamment le commerce, l'enseignement supérieur, la pêche, l'information, la culture et le tourisme.

Pour rappel, au cours du premier semestre de 2013, le Qatar a investi 1,69 milliard d'euros en Algérie, ce qui représente 74,31% de la valeur globale des investissements étrangers investis en Algérie durant cette même période, selon les chiffres avancés par le directeur général de l'Agence nationale du développement de l'investissement (Andi), Abdelkrim Mansouri.

Il faut dire que dans le cadre de la relance de l'économie nationale, l'Etat algérien a signé plusieurs contrats avec des partenaires étrangers pour la réalisation de grands projets industriels, cependant depuis quelques mois, le gouvernement s'est trouvé face au non-respect des engagements et essaye à tout prix de récupérer les projets concernés.

En 2013, l'Etat a racheté trois groupes étrangers, il s'agit d'ArcelorMittal (partiellement), Michelin (droit de préemption) et BTK (Beahm-Titant-Kaiser).

Aujourd'hui, le gouvernement Sellal est confronté à la baisse des prix de pétrole et l'urgence de trouver d'autres sources de financement de grands projets, réduire la dépendance des hydrocarbures et revoir la facture de l'importation.

N. C.

Conférence de vulgarisation de l'initiative du FFS

«Un changement pacifique dans la continuité des institutions»

Le Front des forces socialistes croit dur comme fer à la réussite de son initiative politique visant «la reconstruction du consensus national» en dépit des réticences de plusieurs partis dont le FLN, le RND, TAJ, etc., et également le refus net du congrès de partis d'opposition affiliés à la CNLTD, etc. Avant-hier, des cadres du parti, notamment des députés dont Yahia Boukellal, coordinateur de la Commission administrative fédérale (CAF), Rachid Chabati, secrétaire national du suivi des fédérations et Chafaâ Bouaïch, secrétaire national chargé des relations avec les partis ont rencontré des citoyens à l'est de la wilaya, plus précisément à Souk El-Tennine. Ils ont organisé une conférence en vue de vulgariser cette initiative qui, selon eux, «n'est pas nouvelle, car d'autres propositions allant dans le même sens de la sortie de crise avaient été avancées par le passé».

Seulement, cette initiative que le FFS a proposée sans tracer ses contours semble faire beaucoup peur aux partis au pouvoir ou du pouvoir. «C'est une feuille qu'on remplira ensemble», a-t-on souligné précisant qu'elle est née lors du 5^e congrès du parti. Pour Yahia Boukellal, «ce projet qui a besoin de temps est déjà une réussite, car elle a permis de relancer la vie politique du pays». Le conférencier trouve «normal, voire légitime» que des partis aient exprimé «des appréhensions». Le député Rachid Chabati s'en est pris quant à ceux qui s'opposent à leur démarche estimant lui aussi que les préalables posés par les formations politiques rencontrés par le parti «sont légitimes». Se voulant plus rassurant, Chafaâ Bouaïch dira : «Le FFS veut organiser cette conférence nationale avec tous les Algériens, sans exclusif.» Une démarche qui a le mérite d'avoir apaisé, dit-il,

«les rapports avec et entre les partis». Il estime aussi que «le changement doit être pacifique et dans la continuité des institutions». Un message envoyé sans doute au FLN, au RND, TAJ, etc.. Des partis sur lesquels le FFS compte beaucoup, mais qui ont décidé de se rétracter pour ne pas dire le lâcher du fait que «l'initiative reste illisible». Une vision qui le départage avec le camp de la CNLTD qui prône la rupture totale. «Il y a nécessité de renforcer les institutions», a-t-il fait remarquer réaffirmant la poursuite des rencontres dans le cadre de ce projet qui boite pour le moment. Enfin, il est nécessaire de souligner que AHD 54, part de Fawzi Rebaïne a plaidé dans une rencontre à Akbou «une période de transition et installer un gouvernement de transition qui préparera de nouvelles perspectives et identifier les moyens de mise en œuvre».

Hocine Cherfa

EDITO

Mode de production : assistanat

Suite de la page une

Ceci dit, le propos ici n'étant pas de prétendre être plus répressif que la force répressive, il semble évident que cette manifestation de trabendistes est révélatrice de tout un état d'esprit qui, embryonnaire il y a quelques années, s'est depuis profondément ancré dans les mœurs du citoyen algérien. En peu de mots, il s'agit de tout arracher par la force, par l'émeute, l'occupation de la rue ou la grève, les pouvoirs publics ayant prouvé qu'ils sont là non pour mettre le holà aux excès revendicatifs et les actions qui vont avec, mais pour accéder à toutes les exigences... pourvu que «la stabilité» soit sauve. Bien entendu, et à la limite heureusement, cette politique de compréhension et de générosité de l'Etat à l'endroit de la demande sociale a permis, argument le plus souvent brandi, et pas toujours à tort, d'épargner à l'Algérie les dérives, voire l'anarchie et le chaos dans lesquels sont plongés nombre de pays suite au fameux «printemps arabe». On a évité le précipice certes, mais «en échange», à quoi sert-il d'évoluer dans une atmosphère permanente de chantage au blocage des routes (dont par exemple la population de Béjaïa est presque tous les jours victime), à l'octroi de mille et un acquis contre les marches et les pneus brûlés, et surtout aux grèves qui succèdent aux grèves dans un secteur aussi sensible que l'Education ? L'autorité publique, en d'autres termes l'Etat, s'est mise dans la très inconfortable posture du recul permanent et de la concession face aux multiples pressions exercées sur lui par une population qui est ainsi encouragée à se nourrir de la mentalité d'assistée, pour le logement, pour le local commercial, pour le lot de terrain, pour la fermeture des yeux sur le trabendisme bref, pour maintes et une faveur, sauf pour... le travail. Dans son infinie mansuétude, l'Etat a préservé la stabilité, mais contre l'évitement du Charybde du chaos et de l'anarchie, le Scylla de l'inculcation de l'assistanat dans les mentalités n'est-il pas pire, du moins tout aussi risqué ?

N. S.

Trousseau de mariage

Des traditions qui ruinent

■ *Le trousseau de la mariée se dit el Djhaz en Algérie, c'est ce que prépare la mariée des mois, voire des années avant son mariage pour le jour J et sa nouvelle vie. Qui dit mariage dit trousseau de la mariée. De nos jours, il y a moins de contraintes de disponibilité, et tout dépend des besoins, des envies et surtout du budget.*

Par Sarah Harchaou

En Algérie, le trousseau de la mariée est constitué de beaucoup de choses. Il va du matériel en laine, aux draps et autres couettes, descentes de lit, choura, couverture et serviettes, en passant par les rideaux, les tapis, les tenues vestimentaires complètes avec chaussures et sacs assortis, les bijoux, les parfums, les produits de beauté et on en passe.

La jeune fille commence à préparer son trousseau dès qu'elle est promise pour le mariage, parfois même avant. Il y a des mamans qui le font dès le jeune âge de leur fille ou même parfois à la naissance. Et ce, en ce qui concerne notamment les draps, les serviettes, des choses qui ne se démodent pas, afin de diminuer et alléger les frais d'ici le jour de leur mariage. Une opération fastidieuse à tous points de vue : physique, morale et surtout financière.

Comme la plupart de nous le sachent le trousseau de la mariée ces dernières années demeure inaccessible et excessivement cher, pour des fonctionnaires à faible salaire. Certainement la future mariée a l'embarras du choix devant la multitude de boutiques offrant des vêtements à des prix défiant toute concurrence, mais les prix

restent inaccessibles les robes de soirées varient, leur prix entre 30 000 et 80 000 DA, voire même 100 000 DA, des kaftans entre 50 000 et 14 000 DA, des karakou à 60 000 DA. Les chaussures sont à pas moins de 3 000 DA et les pochettes aux alentours de 2 000 DA. Comment faire face à tout ce qui correspond à la préparation du trousseau. Un simple maquillage coûte 15 000 DA ou peut-être plus, sans parler des vêtements de tous les jours; Amina, une jeune fille qui se prépare pour convoler en justes noces nous avoue que son trousseau lui a coûté 1 000 000 DA «*et ce n'est pas encore fini*». Cependant, toutes les futures mariées n'ont pas les mêmes moyens. Aussi, certaines n'hésitent pas à aller dans les quartiers populaires (Belcourt, Place des Martyrs, Bachdjerah,...) pour trouver quelques bonnes affaires et réduire les frais au maximum.

«*Le mariage doit être certainement sponsorisé, ou plus précisément le trousseau par le père et les aides de la famille, la dot que le mari offre à la mariée mais ce n'est pas suffisant pour les mariées comme nous confie une fille qui s'apprête à se marier dans un mois*» la dot que m'a offerte mon mari ne m'a servi que pour acheter le maquillage, tout est cher s'écrit la jeune fille ayant l'air frustré de cette situa-



tion dite tradition et coutume qui fait que les poches soient vides, et estime qu'«*un jour en Algérie on entendra plus parlé de trousseau*».

Par ailleurs une fois le trousseau fini, c'est le moment de

chercher une salle des fêtes pour célébrer le jour du mariage, les salles des fêtes n'en manquent pas mais leur prix n'ont pas cessé de grimper prenant une sacrée envolée, les tarifs reviennent à 10, 20, 50 millions, voire

plus. Une cherté qui n'empêche pas les salles de faire le plein, en terme des fêtes de mariage.

La mariée accompagnée de son père se retrouve ruinée financièrement après l'achèvement du mariage. **S.H.**

Programme de l'habitat 2015-2019

Recensement du foncier, première étape finalisée

La première étape de recensement du foncier pour la réalisation du programme du secteur de l'habitat 2015-2019 a été finalisée, une opération ayant permis de dégager plus de 51 000 hectares avant le lancement des projets, a appris l'APS auprès d'un responsable au ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville.

Un vaste recensement des assiettes foncières urbanisables a été lancé depuis le début de l'année 2014 afin d'offrir le support nécessaire pour le programme quinquennal 2015-2019 qui ambitionne de réaliser 1,6 million de logements.

Cette opération s'inscrit dans le cadre d'une nouvelle démarche visant à lever les principaux problèmes qui ont souvent entravé le lancement des projets de logements, et ce, en préparant le foncier nécessaire avant même la programmation des projets.

En effet, explique la même source, dans les précédents programmes, les promoteurs publics ne cherchaient les assiettes foncières qu'après la phase d'inscription des projets, causant généralement des retards pour leur réalisation.

Sur un potentiel de 200 000 hectares (ha) dégagés par les Plans directeurs d'aménagement d'urbanisme (Pdau) dans les différentes communes du pays, une superficie de 51 280 ha a déjà été identifiée pour le lancement des nouveaux projets de logements.

Ces 51 280 ha se composent de 25 429 ha de statut domanial, de 6 950 ha de terres privées et de 18 901 ha de terres agricoles dans le cadre de la procédure

de distraction, précise le même responsable. La procédure de distraction de terres agricoles consiste à mobiliser, à titre exceptionnel, des assiettes foncières à vocation agricole pour des projets d'infrastructures publiques lorsque toute autre option de choix de terrains est impossible et en l'absence de disponibilités foncières, et concerne principalement les terres agricoles à faibles ou moyennes potentialités.

Menée par les directions de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction (Duac) au niveau des 48 wilayas du pays, cette enquête ne se limite pas uniquement à la définition de la superficie des assiettes mais précise aussi sa nature juridique, l'occupation actuelle ainsi que les contraintes techniques et physiques.

Le foncier des 51 000 ha défini par ce recensement peut contenir 2,5 millions de logements alors que la demande exprimée est estimée à 1 226 178 logements, selon les chiffres du ministère.

Il est constaté que ce potentiel foncier déjà défini dans cette première phase de recensement se compte davantage dans les wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux que dans les autres régions du pays avec un taux de l'ordre de 45% pour le Sud (plus de 23 000 ha) et de près de 54% pour les Hauts-Plateaux (près de 27 700 ha), tandis que le foncier dans le Grand-Alger ne représente que 1% du potentiel identifié (près de 513 ha).

Ainsi, les projets de logements ne seront pas forcément implantés dans les zones à forte demande en matière de

logements. «*La demande en logements diffère de la disponibilité foncière. Nous essayons de satisfaire cette demande là où elle se trouve, mais ce n'est pas toujours facile*», observe le même responsable qui relève, toutefois, que cette enquête constitue un «*important outil*» afin d'aider les promoteurs publics à choisir les terrains nécessaires pour lancer leurs projets. D'ailleurs, l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) a finalisé récemment l'implantation de ses projets de logements restants dans le cadre du deuxième programme location-vente (230 000 logements), tandis qu'une même opération sera entamée prochainement pour satisfaire les besoins du programme de Logements publics promotionnels (LPP) en matière de foncier.

Une seconde étape de recensement pour dégager le foncier dans le Nord

Pour faire face à la rareté du foncier urbanisable dans le nord du pays, le ministère compte entamer incessamment la seconde étape de cette enquête sur la base du potentiel foncier dégagé par les Pdau (200 000 ha).

Une opération qui vise à créer un potentiel foncier, commune par commune, puisque la programmation des projets de logements dans la nouvelle stratégie sectorielle se base sur l'identification de la demande au niveau local, explique-t-on. Dans les wilayas qui ne disposent pas

de terres domaniales telles que El Tarf et Bordj Bou Arréridj, les Duac seront obligés de recourir à la procédure de distraction des terres agricoles.

Les pôles urbains et les villes nouvelles au nord du pays font également l'objet d'une enquête pour dégager des assiettes foncières destinées aux logements.

A cet effet, 2 275 ha ont été identifiés dans les pôles urbains de Draâ Erich (Annaba) et de Messerghine (Oran) et 2 084 ha dans les villes nouvelles de Bouinan (Blida) et de Sidi Abdallah (Alger). Le ministère mise, par ailleurs, sur la récupération des poches foncières suite à l'opération de relogement des habitants des bidonvilles dans les différentes wilayas dont notamment celle d'Alger. Dans ce sens, le processus de mobilisation foncière au niveau local a fait dégager, jusqu'à maintenant, 1 437 ha répartis sur 188 sites sur les 4 400 ha (1 118 sites) traités par les wilayas suite à ces opérations de relogement.

Ce foncier sera destiné principalement à l'achèvement du programme quinquennal 2010-2014 dont le bilan indique que 95 476 logements restent à lancer dont 42 156 logements publics locatifs (LPL) et 32.466 logements promotionnels aidés (LPA).

Le ministère de l'Habitat table sur le lancement de 1,6 million de logements entre 2015 et 2019, un programme qui comprend 800 000 logements LPL, 400 000 logements ruraux et 400 000 logements de type location-vente.

Mohamed Addab/APS

Troisième édition de la conférence Fikra 14-15 février

Cap sur la réussite

■ Lancée trois ans plus tôt, Fikra se veut un forum qui ambitionne de faire fleurir des pépinières d'idées d'avenir et prouver par la même occasion que l'Algérie peut avoir à la fois l'or noir et la matière grise.



Par Magda Malek

Il y a un peu plus de 1 500 participants, dont au moins 750 jeunes, pour la plupart venus débattre à la conférence Fikra du «Comment réussir ?» qui a débutée ce samedi à l'hôtel El Aurassi. Une thématique porteuse qui semble déjà remporter un succès époustouflant à sa première journée puisqu'elle a drainé un monde impressionnant. Lancée trois ans plus tôt, Fikra se veut un forum qui ambitionne de faire fleurir des pépinières d'idées d'avenir et prouver par la même que l'Algérie peut avoir à la fois l'or noir et la matière grise. C'est aussi pour ses initiateurs une nouvelle génération de conférence à forte résonance citoyenne et qui se veut donc une contribution citoyenne et même au-delà, un devoir. En

somme, une conférence inspirante, fédératrice et utile. Pour ce thème fédérateur et engageant qui touche l'individu autant que le collectif, «nous avons besoin d'entretenir le sentiment de réussite sous toutes ses formes, car c'est un moteur indispensable pour créer de la dynamique et de la confiance», a indiqué, samedi dernier, Toufik Lerari, cofondateur de Fikra et de l'agence Allégorie qui supervise l'événement. Cette année, Fikra accueille 36 speakers originaires de 13 pays (Algérie, Allemagne, Royaume-Uni, Emirats arabes unis, Koweït, Espagne, France, Afghanistan, Irlande, Jordanie, Etats-Unis, Tunisie, Afrique du Sud). «La richesse des points de vue et des compétences des speakers, qui ont accepté notre invitation, donnera à cette édition une formidable hauteur de vue». Cette dernière fut pour le moins



PHS/DR

palpable dès cette première journée eu égard à la qualité des intervenants et non des moindres pour disséquer le mot réussite et en faire son examen anatomique. Dans cet exercice, le philosophe et anthropologue, spécialiste de la sémantique et du travail sacré notamment dans les espaces de l'Islam et en sus à son actif d'illustres traductions dont le Coran, le roman arabe contemporain, Parménide et Platon, dira à l'avenir du monde (compte tenu de cette affluence jeune, présente et attentive) sur le chapitre de la réussite et de sa différence avec le succès que «chacun de nous peut désormais être prophète». Etre prêt à échouer pour réussir est aussi une option, certains l'envisagent même comme une expérience positive d'où on sort grandi. Tel ce témoignage de Saad Mohseni qui dirige le Groupe média Moby

classé par le *Time Magazine* parmi les 100 personnes les plus influentes et reconnu comme l'un des 100 penseurs mondiaux par le magazine *Foreign Policy* qui reconnaît que ces échecs lui ont quelque part tracé les chemins de la réussite. Optimisme, honnêteté sont aussi des préalables à la réussite pour Issad Rebrab, P-DG du groupe Cévital. Réussir c'est aussi un mot, un état d'esprit, un voyage pour cette enseignante et sémiologue Annette Lang. En fait, il n'y aurait pas de définition universelle de la réussite même si on peut trouver une définition qui nous englobe et qui nous réunit. Envisagée sous un angle politique, Lakhdar Brahimi, médiateur international de l'ONU et membre du comité des «Elders» pour la paix dans le monde, a évoqué à juste titre notre combat pour l'indépendance où il fallait s'armer de persévé-

rance, d'acceptation du sacrifice et de possibilité de l'échec. Autant d'ingrédients pour réussir où même la capacité d'écoute et parfois la chance ont été des catalyseurs dans le cadre des médiations qu'il a menées. Dans ce débat fructueux, le Professeur émérite Kamel Youcef Toumi, installé aux USA, choisi comme jeune chercheur présidentiel en reconnaissance à ses réalisations dans la recherche et l'enseignement ainsi qu'à son potentiel académique, parlera de passion, d'étincelle, de plaisir et d'environnement et investir dans l'esprit serait une autre donne non moins importante. Des discussions se sont poursuivies hier dimanche et la notion de réussite est loin d'être totalement explorée.

M. M.

Les Matinales de CARE La normalisation en débat

LE CERCLE d'action et de réflexion autour de l'entreprise - Care - avec le soutien de la Délégation de l'Union européenne en Algérie, organise «Les Matinales de Care». La rencontre se tiendra aujourd'hui 16 février 2015 à l'Hôtel Hilton - Alger - Salle Rosa - 8h30-11h30 et aura pour thème : «La normalisation, un incontournable outil de croissance pour l'économie algérienne».

De nos jours, le monde de la normalisation devenu d'envergure globale, incite chacun à participer à la réflexion, à défendre son point de vue et ses intérêts, et à participer de façon proactive à l'élaboration des référentiels.

Néanmoins, les enjeux de la normalisation sont-ils bien connus de tous ? Comment l'utilisateur peut-il savoir que la norme qu'il utilise de son plein gré ou qui lui est imposée par la réglementation répond correctement à ses objectifs de croissance ? Doit-on se contenter d'utiliser des normes dont on ne connaît pas la genèse et les enjeux ? Comment participer à l'élaboration des normes et devenir un artisan du progrès tout en veillant à ses intérêts ? Et surtout, comment faire bénéficier les acteurs économiques du support et conseil des institutions habilitées, pour une mise en place efficiente des référentiels ?

Pour répondre à toutes ces questions et en expliquer les enjeux, Care engage le débat qui sera animé par M^{me} Ratiba Chibani, directrice générale de l'Institut algérien de la normalisation (lanor), Ali Kerkoub expert consultant, ancien DG de l'lanor ; Djendi Bendaoud expert consultant, ancien DG de l'Inapi.

Contrôle économique

En 2014, le montant de défauts de facturation a dépassé les 58 milliards de dinars

La valeur des transactions sans facture relevée par les services de contrôle et de répression de la fraude durant l'exercice 2014 a dépassé les 58 milliards de DA, soit une évolution à la hausse qui atteint la barre des 11% par rapport à 2013. La récente

réunion nationale des cadres du commerce cette dernière semaine a permis de révéler les principaux résultats de contrôle et d'évaluer les paramètres de performance du contrôle économique qui s'avèrent encore insuffisants si on veut lutter féroce-

ment contre ces commerçants indécents que rien n'arrête et dont le nombre est tout aussi important dans l'ensemble des wilayas. même si les paramètres de contrôle ont évolué.

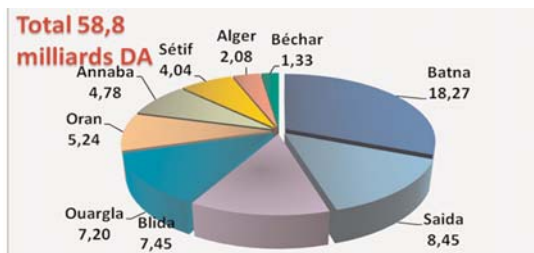
Magda M.

Monde arabe-Afrique

Réunion du Comité de coordination du partenariat arabo-africain

Le Comité de coordination du partenariat arabo-africain a tenu une réunion samedi au siège de la Ligue arabe (Caire), au niveau des hauts responsables chargés du suivi de l'application des clauses liées au partenariat sur la base des décisions du sommet arabo-africain, tenu en novembre 2013 à Koweït.

La réunion a porté sur plusieurs questions liées au partenariat arabo-africain dont le suivi de l'application de l'initiative de l'Emir de l'Etat du Koweït sur l'octroi de crédits bonifiés et des investissements d'une valeur de 2 milliards de dollars pour le développement en Afrique pour les cinq années qui suivent la tenue du sommet, a indiqué le représentant du secrétaire gé-



Wilaya	Nombre de commerçants
Sétif	267 538
Oran	210 072
Annaba	147 555
Alger	255 438
Batna	209 831
Ouargla	111 924
Blida	245 291
Saida	169 021
Béchar	57 540

ral de la Ligue arabe en charge des affaires africaines, Samir Hosni, président du groupe arabe à la réunion. Il a précisé, à ce propos, que les participants ont convenu aussi de la tenue d'une réunion conjointe des ministres de l'Agriculture en décembre prochain en Ouganda pour accélérer l'application du plan d'action arabo-africain sur l'agriculture et la sécurité alimen-

taire. Il a été convenu également de la tenue d'une réunion durant le deuxième semestre de cette année à Koweït qui regroupera les responsables arabes et africains du secteur de la culture avec la participation du secrétaire général de la Ligue arabe et la présidente de la commission de l'Union africaine pour examiner la coopération culturelle et relancer le rôle de l'Institut arabe au Mali sur la scène africaine.

Les préparatifs pour l'organisation de la 8^e édition de l'exposition arabo-africaine l'an prochain dans un des pays africains et les propositions sur la date du sommet arabo-africain prévu en 2016 en Guinée équatoriale ont également été examinés.

Yanis Gh.

Le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni

«Enregistrer fidèlement les témoignages vivants de moudjahidine»

■ S'exprimant lors de sa visite d'inspection de structures relevant de son secteur, le ministre a indiqué que «les musées d'Histoire, les centres de tortures et sites et monuments historiques, seront ouverts et dotés d'équipements audiovisuels, en vue d'y mener davantage d'études par les chercheurs et permettre à ces derniers de transmettre les témoignages vivants des moudjahidine, invalides de la guerre de Libération et ceux qui ont subi la torture sous l'occupation française, pour l'écriture de l'histoire de la glorieuse révolution».

Par Hani Gh.

Le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni, a mis l'accent, samedi à Naâma, sur la transmission aux générations futures de l'Histoire de la Révolution, en enregistrant «fidèlement» les témoignages vivants de moudjahidine.

S'exprimant lors de sa visite d'inspection de structures relevant de son secteur, le ministre a indiqué que «les musées d'Histoire, les centres de tortures et sites et monuments historiques, seront ouverts et dotés d'équipements audiovisuels, en vue d'y mener davantage d'études par les chercheurs et permettre à ces derniers de transmettre les témoignages vivants des moudjahidine, invalides de la guerre de libération et ceux qui ont subi la torture sous l'occupation française, pour l'écriture de l'histoire de la glorieuse révolution».

M. Zitouni, qui a rencontré d'anciens moudjahidine issus des communes de Asla et Ain-Sefra, a affirmé que l'Algérie dis-

Ils sont imprescriptibles selon le Mouvement El Islah
Les crimes français en Algérie «ne peuvent être oubliés»

Le secrétaire général du Mouvement El Islah, Mohamed-Djahid Younsi, a appelé samedi à Ouled Tebbane (70 km au sud de Sétif) à la «criminalisation des crimes de la France coloniale en Algérie» car, a-t-il dit, «ils ne peuvent être ni oubliés, ni prescrits».

M. Younsi qui intervenait devant de nombreux militants de son parti, lors d'une rencontre organisée dans le cadre de la célébration de la Journée du chahid (18 février), a estimé que la loi adoptée en France en 2005 pour glorifier le colonialisme était une «insulte à nos chouchada et à nos moudjahidine». Dans une déclaration à l'APS, à l'issue de cette rencontre, M. Younsi a rappelé que son mouvement avait pris part, en 2009, à une réunion à Damas (Syrie) durant laquelle des représentants de partis de pays arabes anciennement colonisés avaient adopté une motion destinée à l'ONU et appelant à criminaliser le fait colonial. Le secrétaire général du Mouvement El Islah a également rappelé les crimes commis par le colonialisme français dans la région d'Ouled Tebbane dont des habitants avaient subi les pires exactions avant d'être déportés, en 1958, à Bazer-Sakra, près d'El Eulma. Des enfants de chouchada et de moudjahidine ont été honorés lors de cette rencontre.

Rachid F.



Le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni

Ph. J.D. R.

pose d'importants fonds archivistiques, qu'il appartient de préserver de toute dénaturation.

Il a, en outre, indiqué que son département ministériel est prêt à reconverter le centre de torture «Dzira», inspecté lors de cette visite de travail, en musée, après sa restauration à la faveur d'une étude minutieuse, pour en préserver le cachet original, en se basant sur des témoignages de moudjahidine qui y ont subi les souffrances de la torture.

«Le ministère est disposé à organiser des séminaires nationaux sur l'Histoire de la région», a-t-il encore assuré, avant d'ap-

peler les chercheurs à exploiter les archives existantes à travers le pays et à prendre grand soin des témoignages vivants et des documents détenus par ceux qui ont pris part à la Révolution, en les recueillant pour les léguer aux générations montantes.

Le ministère prépare actuellement un support audiovisuel de documentation sur l'Histoire de la Révolution, sur la base de témoignages de ceux qui l'ont faite, dans les différentes wilayas du pays, et ce, dans le but de rattraper le retard accusé en matière d'écriture de cette histoire, a poursuivi M. Zitouni.

Le ministre des Moudjahidine avait amorcé sa tournée de travail dans la wilaya de Naâma par la visite du centre de repos des moudjahidine (40 lits) de Ain-Ouerka (commune de Asla), avant de se rendre au centre de détention et de torture «Dzira» (7km à l'ouest de Ain-Sefra), témoin de l'atrocité des crimes contre l'humanité commis par la France coloniale.

Au terme de la première journée de sa visite de travail dans cette wilaya, M. Zitouni s'est enquis des activités du Musée du moudjahid à Naâma, avant de rencontrer les moudjahidine,

enfants de chouchada et ayants droit, pour prendre connaissance de leurs doléances.

Le ministre a réaffirmé, à cette occasion, la poursuite des efforts pour la prise en charge des pré-occupations de cette catégorie de la population, et le renforcement des structures du secteur en supports audiovisuels pour recueillir les témoignages vivants.

M. Zitouni poursuivra dimanche sa visite de travail dans cette wilaya par l'inspection d'autres structures relevant de son secteur.

H.Gh./APS

Constantine, capitale de la culture arabe

«Valoriser l'histoire et la civilisation d'une ville bimillénaire»

La société civile doit s'impliquer pleinement dans l'événement «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe» et constituer une véritable force de proposition, a souligné samedi le commissaire de cette manifestation, Sami Bencheikh El Hocine. Intervenant au cours d'une rencontre avec des représentants de la société civile, organisée au centre national de formation des personnels pour handicapés

(CNFPFH), Bencheikh El Hocine a estimé que la mobilisation de la société civile autour de ce grand événement culturel est un «gage de sa réussite». Il a suggéré, dans ce contexte, la création d'une «coordination structurée» regroupant toutes les associations de la ville pour «l'enrichissement du programme culturel».

Le commissaire de la manifestation, affirmant que la «cohérence» et la «synergie» de toute la

composante de la société civile représentaient des «objectifs», a indiqué qu'un espace est ouvert au siège du commissariat à l'intention des associations afin qu'elles puissent s'enquérir des préparatifs de l'événement et faire part de leurs propositions. «L'intérêt principal du commissariat est de contribuer à valoriser l'histoire et la civilisation d'une ville bimillénaire», a souligné Sami Bencheikh El Hocine. Au

cours du débat, des membres d'associations culturelles et sportives ont suggéré «un droit de regard» sur le programme établi, certains ont estimé que ce contact avec la société civile est «venu un peu tardivement», tandis que d'autres encore ont estimé que la communication et la publicité autour de ce grand événement culturel est «en deçà de la dimension de la manifestation».

Safa Ch.

Fantasia et jeux populaires «plein les yeux»

La Journée nationale du chahid célébrée à M'sila

Le public s'est délecté, samedi à Ouled Madhi (M'sila), d'un impressionnant spectacle de cavaliers en tenue traditionnelle, de fantasia et de jeux populaires organisé à l'initiative de l'association nationale Mechaâl Echahid, a-t-on constaté. Plus de 100 cavaliers du Hodna mais aussi de différentes régions du pays, comme Djelfa, Biskra et Sétif, accompagnés de chants folkloriques et de salves de baroud, ont donné la pleine

mesure de leur talent devant un public nombreux et enthousiaste. Le coup d'envoi de ce festival, organisé dans le cadre d'une semaine culturelle historique initiée par Mechaâl Echahid dans plusieurs wilayas à l'occasion de la célébration de la Journée nationale du chahid, a été marqué par un défilé de l'ensemble des troupes participantes qui fait découvrir aux jeunes toute la richesse et l'authenticité du patrimoine culturel de leur pays. Pour

Kheireddine Ghodbane, président de l'Assemblée populaire communale (APC) d'Ouled Madhi qui a pris une part active à l'organisation de cette manifestation haute en couleurs, ce festival «prouve tout l'attachement de cette région à ses coutumes et à ses traditions ancestrales». Cet élu, rappelant que trois «clubs équestres traditionnels» actives dans la commune d'Ouled Madhi, a fait part de son souhait de voir les autorités locales «mul-

tiplier ce genre d'activités dans d'autres régions du Hodna afin de préserver ce patrimoine». L'association Mechaâl Echahid qui avait inauguré cette semaine culturelle le 10 février dernier au palais de la culture Moufidi-Zakaria (Alger), poursuivra, dimanche, les activités initiées dans ce cadre en organisant à Bordj Bou Arreridj, une conférence dédiée au chahid Saïd Bouali, membre des «22 historiques».

Slim Y.

À l'échelle nationale

Des associations lancent à Alger la plantation de 10 000 arbres

■ Une opération de plantation d'arbres sur la corniche de Ain Benian, dans la wilaya d'Alger, a été lancée samedi par les associations Nass El Kheir et El Wafa dans le cadre du programme «Algerian green days», qui prévoit la plantation de 10 000 arbustes à l'échelle nationale.

Par Faten F./APS

Le président de l'association El Wafa, Maamar Birouk, a souligné dans une déclaration à l'APS que cette opération, qui a été coordonnée avec la direction de l'agriculture de la wilaya d'Alger, prévoit de planter 200 arbustes sur cinq lots situés à proximité de la plage d'El Djamilia, alors que des opérations similaires vont toucher d'autres quartiers de la commune de Ain Benian.

Tarek Zerrouki, chargé de communication de l'association Nass El Kheir, explique de son côté que l'opération va se poursuivre jusqu'au 21 mars prochain, coïncidant avec la Journée mondiale de l'arbre.

Cette opération, qui fait partie du programme «Dzair-Environnement» devant être mené par plusieurs associations, est prévue du 14 février au 21 mars prochain pour réhabiliter à titre bénévole des espaces



verts dans les 57 communes d'Alger, précise l'association «Nass El Kheir», co-organisatrice de l'événement.

Cette action baptisée «The algerian green days» (les journées vertes d'Alger), est menée

avec la collaboration de la direction des forêts de la wilaya d'Alger, la wilaya déléguée de Chéraga, la commune de Ain Bénian, les collectifs associatifs «1.2.3.Viva l'Algérie», «SOS la Madrague», «Taysir» et «Homti»,

selon le communiqué de «Nass El Kheir». Cette opération sera clôturée le 21 mars, 1^{er} jour de printemps, à «Djeninat Marengo», entre La Casbah et Bab El Oued.

L'objectif de cette première

étape du programme est de parvenir à organiser des opérations similaires dans toutes les communes de la wilaya d'Alger.

Dans une seconde étape, le programme prévoit la plantation de 10 000 arbres dans les 48 wilayas du pays.

Les deux associations ont mobilisé pour l'opération de samedi des étudiants et des lycéens ainsi que les membres de la section cyclisme de Ain Benian.

F. F./APS

Reboisement à Ain Témouchent Mise en terre de 5 000 plants à Beni Saf

Pas moins de 5 000 plants de pins d'Alep ont été mis en terre, samedi dans la forêt de Skhouna relevant de la commune de Beni Saf (30 km d'Ain Témouchent), dans le cadre de l'opération «Plantons ensemble, un arbre pour chaque Algérien», a-t-on appris de la Conservation des forêts de la wilaya.

Cette septième opération du genre dans la wilaya a concerné un site de plus de quatre hectares pour renforcer le patrimoine forestier de cette commune côtière chef-lieu de daïra, a indiqué Hachemi Farid, chef du bureau de préservation de la faune et de la flore à la Conservation.

Cette dernière a mobilisé d'importants moyens humains et matériels pour mener à bien cette opération, notamment les 5 000 arbustes ramenés des pépinières d'Ain Témouchent et celles de wilayas environnantes, a-t-on ajouté.

L'opération, menée sous l'égide de l'Organisation nationale de protection de l'environnement et d'échanges touristiques avec la participation d'éléments de l'ANP et de la Gendarmerie nationale aux côtés de forestiers et riverains, vise aussi la lutte contre l'érosion et la désertification, a-t-on rappelé.

S'étalant du 10 janvier au mois de mars 2015, elle touchera au total 12 sites à travers la wilaya où seront plantés quelque 30 000 arbustes, a-t-on encore indiqué.

Pour rappel, cette action avait débuté le 10 janvier dernier avec la mise en terre de 2 500 plants de pin d'Alep à Ain Tolba, précisément au site du barrage de Dzioia. L. O.

Khemis Miliana

Campagne de nettoyage de la ville

Une campagne de nettoyage de la ville de Khemis Miliana (Aïn Defla) a été lancée, samedi, par l'association les amis de cette ville, a-t-on appris auprès du président de cette association.

Cette opération vise notamment à ancrer chez le citoyen l'importance de la protection de l'environnement et la nécessité de son implication pour la réalisation de cet objectif, a indiqué Brahim Belmecheri.

La campagne de nettoyage a été entamée au niveau du quartier Sidi Maâmar de la ville, a souligné M. Belmecheri, signalant que l'opération touchera progressivement tous les quartiers de Khemis Miliana selon un programme mis en place.

Plusieurs points, où des débris hétéroclites se sont amoncelés ces derniers mois au niveau de ce quartier, ont été ciblés, a souligné M. Belmecheri, qui regrette que le manque de civisme de la part des citoyens ait exacerbé la situation.

«Certaines pratiques ont fini par créer une décharge au milieu même de l'espace de vie des citoyens dont beaucoup font preuve d'une grande passivité face au phénomène», a-t-il regretté, s'attardant sur les répercussions négatives de cet état de fait sur la santé des citoyens et celle de leurs enfants.

Saluant l'initiative prise par l'association des amis de Khemis Miliana, des citoyens bénévoles, ayant pris part au nettoyage du

quartier Sidi Maâmar, ont émis le souhait de voir cette pratique s'ériger en «culture», mettant en évidence le fait que la religion musulmane accorde une grande importance à la propreté.

D'importants moyens matériels ont été réquisitionnés pour cette opération qui a impliqué notamment des entreprises privées aux côtés des services communaux.

L'objectif de l'association est notamment de rassembler tous ceux qui aiment leur ville dans le but de promouvoir son essor et de débarrasser des aspects négatifs qui ternissent son image, a-t-on soutenu.

Lamine H.

Conférence/Face aux phénomènes extrêmes

Les pays africains vont renforcer leurs services météo

Les pays africains vont renforcer leurs services météorologiques afin de réduire les retombées des phénomènes extrêmes, ont annoncé samedi les participants à la troisième réunion de la conférence ministérielle africaine sur la météorologie (Amcomet) tenue à Praia au Cap Vert.

«Les pays africains reconnaissent que les investissements dans les services météorologiques et climatiques permettent de sauver des vies et des biens, de réduire au minimum les pertes économiques et de préserver l'environnement», ont unanimement souligné les participants dans le texte final de la conféren-

ce de cinq jours. Pour ce faire, les participants ont adopté un budget de près d'un million d'euros pour cet organisme créé en 2010 à Nairobi, provenant pour l'essentiel des contributions des Etats membres, à raison de 10 000 dollars par pays classé parmi les moins avancés, voire davantage pour les plus développés.

«Cette année et les années qui viennent sont des années critiques pour la planète en général, et plus spécifiquement pour l'Afrique», a déclaré Michel Jarraud, secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), qui a participé à la création d'Amcomet,

conjointement avec la Commission de l'Union africaine (UA).

«L'Afrique est très vulnérable aux événements météorologiques extrêmes, l'Afrique est très vulnérable à la variabilité climatique», a-t-il souligné lors de la conférence de presse de clôture.

«Un enjeu très important pour l'Afrique sera l'adaptation au changement climatique. Cette adaptation devra passer par l'élaboration d'un certain nombre de produits spécifiques», a expliqué M. Jarraud, citant l'avancement du projet de centre régional climatique pour l'Afrique centrale, qui en est encore démunie.

Selon Olushola Olayide, qui représentait la commissaire africaine à l'Economie rurale et à l'Agriculture Rhoda Peace Tumusiime, «l'adaptation est une priorité pour l'Afrique. C'est l'Afrique qui a le plus besoin de s'adapter» au changement climatique.

Les progrès accomplis lors de cette réunion et d'autres à venir sur le continent vont permettre «à l'Afrique de parler d'une seule voix dans les prochaines négociations en 2015» sur le climat, notamment à Paris à la fin de l'année, a-t-elle estimé.

La prochaine réunion de l'Amcomet se tiendra en 2016 en Tunisie. O. N.

Batna

Une association investit les trottoirs pour sensibiliser contre le cancer

L'objectif de l'association est d'accompagner les malades atteints de cancer, de sensibiliser les citoyens au caractère vital du diagnostic précoce et de présenter les différents traitements pratiqués aujourd'hui.

Par Ghani Y.H./APS

L'association locale «Amel» de lutte contre le cancer a investi, samedi, les trottoirs de la ville de Batna pour sensibiliser les passants à la prévention de ce mal, a-t-on constaté.

Sur la place du 8-Mai 1945 adjacente au théâtre régional, l'association a également dressé une grande tente pour faire connaître ses activités et exposer des équipements médicaux, des affiches et des photos dédiées aux moyens de prévenir l'apparition de tumeurs malignes et à la prise en charge des malades.

Des interventions de médecins et des projections de vidéos illustrant l'importance du dia-

gnostic précoce du cancer ont ponctué cette manifestation qui a suscité l'intérêt des passants dont nombreux ont suivi avec intérêt des explications des praticiens présents.

L'objectif de l'association est d'accompagner les malades atteints de cancer, de sensibiliser les citoyens au caractère vital du diagnostic précoce et de présenter les différents traitements pratiqués aujourd'hui, a indiqué le D' Fouzia Chebaâni, présidente de l'association «Amel».

Créée dans les années 1980 par des médecins et des paramédicaux, cette association a initié de nombreuses rencontres, séminaires et caravanes de sensibilisation à travers les communes de la wilaya de Batna.

Gh. Y.H./APS



Chine

Le nombre de cas humains de H7N9 s'alourdit à 50

Un nouveau patient atteint de la grippe aviaire H7N9 a été signalé vendredi au Guangdong, portant à 50 le nombre total de cas humains dans cette province méridionale de la Chine, rapporte l'agence Chine nouvelle citant les autorités sanitaires locales.

Un homme de 45 ans, originaire du district

de Meijiang de la ville de Meizhou, a été testé positif au virus vendredi. Il se trouvait dans un état critique, a noté la Commission provinciale de la santé et de la planification familiale dans un communiqué de presse. Des cas d'infection au virus H7N9 ont été rapportés dans quinze des 21 villes de niveau préfectoral

du Guangdong, et douze personnes sont décédées. Des milliers de poulets ont été abattus et le commerce de la volaille vivante a été interdit dans plusieurs villes.

Le premier cas humain de grippe aviaire H7N9 a été signalé en mars 2013.

FIL T.

Allergies

Certaines cellules s'autodétruisent pour nous protéger

Des chercheurs français ont découvert le mécanisme de mort programmé que certaines cellules de notre système immunitaire mettent en place pour éviter des réactions allergiques.

Le fonctionnement de notre organisme décèle de nombreux secrets qui fascinent les chercheurs en médecine. Le mécanisme de contrôle des anticorps en faisait partie. Une équipe de chercheurs du CNRS, de l'Inserm et de l'université de Limoges se sont donc penchés sur cette question.

Dans une étude publiée par la revue *Cell Reports*, ils expliquent avoir découvert la façon dont certains anticorps s'autodétruisent après avoir joué leur rôle afin de nous protéger d'une réaction allergique. En effet, notre système immunitaire fonctionne grâce à des cellules, les lymphocytes B, qui portent ou produisent des anticorps, des «armes» qui nous protègent. Or, ces anticorps peuvent se retourner contre nous et provoquer des réactions allergiques plus ou moins violentes.

Une sorte de hara-kiri

Les chercheurs ont réussi à faire produire un grand nombre d'anticorps à des cellules. En les analysant, ils ont compris que le lymphocyte est capable d'activer un mécanisme de mort programmé de la cellule. Cette destruction ne concerne que les lymphocytes porteurs de certains anticorps, tandis que d'autres cellules peuvent survivre pendant plusieurs années. «Notre organisme a développé, au cours de l'évolution, plusieurs systèmes d'autocensure autour d'une

de ses "armes" immunitaires les plus puissantes. Cette arme s'autodétruit par une sorte de hara-kiri, qui limite très fortement le déclenchement d'allergies», expliquent les scientifiques. Cette découverte pourrait permettre de censurer d'autres lymphocytes B pathologiques, comme ceux impliqués dans les lymphomes, des cancers affectant certaines cellules du système immunitaire, les lymphocytes».

Allergie : une maladie trop souvent négligée

J'agis pour éviter les complications : tel est le mot d'ordre de l'association Asthme et allergie dans le cadre de la 8^e Journée nationale de l'allergie, qui se déroule aujourd'hui. L'association s'est en effet aperçue que la grande majorité des personnes allergiques abordent leur maladie avec fatalisme, voire négligence. C'est ainsi qu'elles attendent en moyenne 7 ans avant de se décider à aller consulter un médecin. Or, une allergie non correctement traitée peut rapidement s'aggraver.

Concrètement, une simple rhinite allergique (éternuements ou nez qui coule) peut basculer vers des problèmes respiratoires potentiellement graves : 30% des rhinites non traitées évoluent en asthme.

Allergie : différents symptômes qui peuvent co-exister

L'allergie se définit comme une réaction d'hypersensibilité de l'organisme à un élément étranger appelé «allergène». Tout commence par une rencontre avec cet allergène. Le corps apprend à l'identifier et prépare contre lui des anticorps.

Lors des contacts ultérieurs entre l'antigène et ces anticorps, il se produit une réaction chimique dans les cellules qui libèrent des médiateurs chimiques (par exemple, l'histamine) responsables de l'allergie.

La réaction allergique se manifeste alors par différents symptômes : rhinite, asthme, eczéma, urticaire, allergie alimentaire,

conjonctivite, qui peuvent être présents de façon isolée ou se succéder au fil du temps, voire co-exister.

A chaque contact, cet état se répète et au bout d'un moment cela devient permanent : ce qui n'était qu'une crise passagère devient une maladie.

Alors que les premiers pollens ont commencé à se disséminer dans l'atmosphère, il est important de prendre contact avec un allergologue si vous constatez que vous avez le nez bouché, que vous éternuez fréquemment ou que vos yeux piquent. Car, comme le rappellent les allergologues en cette Journée de l'allergie, «on peut bien vivre avec des allergies si elles sont bien soignées».

Maya T.

Hépatites virales au CHU de Béjaïa Prise en charge de 124 cas depuis 2011

PAS MOINS de 124 patients atteints d'hépatites B et C ont été enregistrés par le service des maladies infectieuses du CHU de Béjaïa depuis le mois de janvier 2011. Ces derniers sont pris en charge et on retrouve 25 actuellement sous traitement. 40 autres patients atteints d'hépatite chronique C sont suivis, dont 10 sous traitement. «Tous les malades porteurs des virus B ou C ne sont pas d'emblée éligibles au traitement car les indications reposent essentiellement sur des critères cliniques et biologiques», souligne le Professeur Nouasria, médecin chef de service des maladies infectieuses du CHU dont les propos ont été repris par le bureau d'information, de communication et d'audiovisuel du CHU.

«Les critères biologiques nous permettant de prendre en charge correctement les malades ne sont pas encore en cours à Béjaïa», indique-t-on. Par ailleurs, «la charge virale des virus B et C est quantifiée par PCR dans le laboratoire de biologie moléculaire de l'Institut Pasteur d'Alger est supportée financièrement par le CHU de Béjaïa», précise-t-on. Ceci, «tandis que l'évaluation de la fibrose hépatique par des méthodes non invasives à l'EHU d'El Kettar Alger et le CHU de Batna, ce sont les

médecins du CHU qui prennent les rendez-vous pour faciliter la prise en charge gratuite», fait-on observer. Et pour alléger les souffrances des malades, le CHU a prévu dans son projet la création d'un laboratoire de biologie moléculaire et l'acquisition d'équipements indispensables au diagnostic et au suivi des hépatites chroniques et de l'infection VIH, nous informe-t-on. Les objectifs visés sont d'adapter l'offre aux besoins de santé, améliorer les conditions d'accueil, de séjour et d'hygiène de notre CHU, réduire les inégalités d'accès aux soins, bâtir notre nouveau CHU pour permettre le bon fonctionnement de toutes les spécialités.

«Tout le monde doit militer afin d'améliorer les performances du système de santé», estime-t-on, «une tâche qui sera plus facile grâce à la confiance des usagers», pense-t-on.

H. Cherfa

Production abondante de lait en 2014

Les vaches de Boumerdès ont été généreuses

■ La production de lait de vache à Boumerdès a été «abondante» et a atteint des seuils «records» de collecte en 2014, dépassant les prévisions fixées par les contrats de performance pour la filière, comparativement à 2013, a-t-on appris auprès du directeur des services agricoles (DSA).

Par Halim Y./APS

La production de lait de vache a dépassé, durant l'année écoulée, le seuil de 52,7 millions de litres, soit une hausse de l'ordre de 25% par rapport à l'année 2013, où il a été produit un volume de 48,4 millions de litres, a indiqué à l'APS Mohamed Kherroubi.

La collecte du produit a aussi enregistré une hausse «record», avec un volume de 25 millions de litres de lait collectés, contre 20 millions de litres collectés en 2013, a-t-il ajouté.

Selon ce responsable, l'amélioration de la production et de la

collecte de lait de vache est due, entre autres, aux mesures de soutien engagées par l'Etat en faveur des éleveurs, dont le versement de 12 DA par litre produit, de 5 DA par litre collecté et de 4 DA par litre de lait transformé.

L'allègement des démarches administratives pour les producteurs et les collecteurs de lait de vache a également eu un impact positif sur le développement de cette filière, en plus de l'amélioration des conditions d'élevage des vaches laitières et de conservation de lait, a estimé M.



Kherroubi. Il a, aussi, cité les conditions climatiques favorables, la disponibilité de l'aliment de bétail et le soutien dont ont bénéficié les éleveurs en matière de vaccination du cheptel et d'insémination artificielle,

comme des facteurs incitatifs.

Sur le terrain, ces mesures se sont traduites par une augmentation du nombre de vaches laitières.

Le cheptel, estimé à 15 000 têtes en 2011, a atteint 18 000

têtes actuellement, dont 13 000 têtes de souche améliorée, au moment où le nombre des éleveurs est passé de 320 en 2008, à environ 1 900 éleveurs, présentement. La collecte de lait de vache se fait, actuellement, par 55 collecteurs agréés, contre une quinzaine durant les années écoulées et ce, au profit de six laiteries et unités de transformation publiques et privées, à Draa Ben Khedda (Tizi-Ouzou), Alger, Blida et Boumerdès.

H. Y./APS

Illizi

Attribution de plus de 1 200 lots de terrain à bâtir

Quelque 1 267 lots de terrain à bâtir ont été attribués à leurs bénéficiaires dans la commune d'Illizi, dans le cadre de l'encouragement de l'auto-construction, a-t-on appris hier des services de la commune.

Pas moins de 1 500 demandes pour bénéficier de lots de terrain à bâtir ont été déposées au niveau de l'agence foncière de la wilaya, ont indiqué ses responsables, précisant qu'une deuxième

tranche de lots de terrain sera attribuée dans les prochaines semaines dans les communes de Djanet et In-Amenas. Dans la commune d'Illizi, trois sites ont été choisis pour accueillir ces lots de terrain, dans les zones de Tin-Tourha (2,6 hectares), Belbachir (1,5 ha) et Ain El-Kours (plus de 3 ha), ont-ils encore fait savoir.

Cette opération, qui a été saluée par la population, notamment les jeunes, devra être étendue

à d'autres sites, une fois achevés les choix de terrains par les services de la direction de l'urbanisme, selon la même source.

Une commission a été mise en place pour l'étude des dossiers, sur la base du fichier national local du logement, et regroupe le chef de la daïra, le directeur de l'agence foncière, deux élus communaux et le représentant de l'OPGI.

(APS)

Oran

Vaste campagne de sécurité routière

Une vaste campagne de sensibilisation à la sécurité routière est menée depuis quelques jours à Oran, à l'initiative des services compétents de la sûreté de wilaya.

«Cette action, basée sur le principe de police de proximité, a pour objectif de mettre en exergue l'importance du respect du code de la route», a-t-on précisé à la sûreté de wilaya.

«Plusieurs agents et cadres de la sûreté sont mobilisés dans le cadre de cette campagne ciblant les usagers de la route et des voies publiques, automobilistes et piétons», a-t-on expliqué.

Différents points noirs, ainsi appelés en raison de la densité du trafic et des fréquents embouteillages signalés en ces endroits, ont

été retenus par les organisateurs de l'action de sensibilisation.

Les ronds-points des quartiers El-Morchid et Castors, côté Est de la ville d'Oran, figurent parmi ces zones d'engorgement choisies par les services de la sécurité publique de la sûreté de wilaya pour rappeler à certains conducteurs les risques pouvant être engendrés par leur «comportement négatif au volant».

Des conseils sont également prodigués aux piétons ainsi qu'aux élèves des différents établissements scolaires, à l'instar du collège Cherfaoui-Ali qui a abrité, jeudi dernier, une séance de sensibilisation à la prévention routière. «Les élèves sont d'excellents messagers de la culture de la sécurité routière», a souligné

le commissaire Abderrahmane Rahmani, responsable de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Durant le seul mois de janvier dernier, 54 accidents de la circulation se sont produits à Oran, causant 7 décès et 57 blessés, a fait savoir le commissaire Rahmani, recensant pour la même période 171 infractions au code de la route.

L'excès de vitesse, le non-respect des feux tricolores, la circulation en sens interdit, l'usage du téléphone portable pendant la conduite et le non port de la ceinture de sécurité, constituent les principales infractions relevées par les services compétents, a-t-il relevé.

Said F.

Aïn Témouchent

Une enveloppe d'un milliard de dinars allouée à 900 agriculteurs

Une enveloppe d'un milliard DA a été allouée à 900 agriculteurs de la wilaya d'Aïn Témouchent en 2014, au titre du soutien de l'Etat au secteur agricole, a-t-on appris samedi du directeur des services agricoles (DSA).

Ce montant, consenti pour l'accompagnement de l'investissement des travailleurs de la terre en matière de semence, d'arboriculture fruitière et de production laitière notamment, a bénéficié à 9 000 fellahs sur

les 14 000 que compte la wilaya d'Aïn Témouchent, a indiqué Naimi Berkane, soulignant que sur ce total 6 700 agriculteurs ont été mis à niveau.

Depuis 1999 à décembre 2014, le montant de soutien accordé par l'Etat aux agriculteurs de la wilaya a atteint 5,4 milliards DA.

Ce soutien a été concrétisé sur le terrain, à titre d'exemple, pour la seule filière lait, par la collecte, en 2014, de 17 millions de litres au profit des cinq laite-

ries de la wilaya, implantées à Aïn Témouchent (02), Ain Kihal, Oued Sebbah et Ain Larbâa, a-t-il ajouté.

Cette filière compte, aujourd'hui, pas moins de 600 éleveurs identifiés disposant de leurs agréments sanitaires, avec un cheptel de l'ordre de 5 500 vaches laitières.

A ce titre, le nombre de colporteurs de lait est passé de 47 en 2012 à 71 en 2014, dont un grand nombre relève du dispositif de l'Absej, a indiqué M.

Berkane. Toujours en matière d'aide à l'investissement agricole, un montant de 380 millions DA a bénéficié, en 2014, à 1 600 fellahs au titre du crédit «RFIG».

Remboursable en une année, ce crédit qui lie directement le fellah à la Banque agricole et de développement rural (Badr), est facilité par son obtention d'une assurance agricole contractée auprès de la Crma, a-t-on indiqué.

O. B.

Tempête de 2012 à Tizi Ouzou Des centaines de familles bénéficient d'aides à la reconstruction

Quelque 789 familles, dont les logements ont été endommagés en 2012 suite à la tempête de neige sur Tizi Ouzou, ont reçu la troisième et dernière tranche des aides destinées à la réhabilitation de leurs maisons, a-t-on appris samedi de la directrice régionale de la Caisse nationale du logement (CNL).

La troisième tranche des aides destinées à la reconstruction des logements endommagés par la tempête de 2012 a été versée à ces familles, suite au constat fait sur place par les services de contrôle technique de la CNL quant au parachèvement des travaux de réfection, a indiqué à l'APS M^{me} Hamraoui Malika, signalant l'examen en cours d'autres demandes formulées dans ce sens.

La wilaya de Tizi Ouzou a bénéficié de 3 000 aides, d'une valeur unitaire de 700 000 DA, pour la réfection des logements affectés par la tempête de neige, a expliqué la même responsable. Une première tranche des aides a été attribuée par la CNL au profit de 2 899 familles, avant l'octroi d'une seconde tranche d'aides à quelque 1 872 autres familles, a-t-elle ajouté. (APS)



Sahara occidental

Arrivée de Christopher Ross aux camps de réfugiés sahraouis

■ L'envoyé personnel du Secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental, Christopher Ross, est arrivé samedi à Chadid El-Hafed (camps de réfugiés sahraouis) dans le cadre d'une visite de trois jours.

Par Mondji Y./APS

L'envoyé onusien doit rencontrer, lors de sa visite, le président sahraoui, Mohamed Abdelaziz, et des membres de la délégation sahraouie chargée des négociations et du secrétariat national du Front Polisario.

Dans une déclaration à l'APS, à l'arrivée de l'envoyé onusien aux camps de réfugiés sahraouis, le coordonnateur sahraoui avec la Mission des Nations unies pour le référendum au Sahara occidental (Minurso), Mhamed Khaddad, a fait part de «l'espoir du Front Polisario que la visite de M. Ross permette d'accélérer les efforts en faveur du parachèvement du

processus de décolonisation du Sahara occidental et mette fin aux attermolements du royaume du Maroc qui cherche à gagner du temps et à imposer le fait accompli colonial».

Le diplomate sahraoui a réitéré la «disposition du Front Polisario à coopérer avec Christopher Ross pour qu'il puisse mener à bien la mission dont il a été investi par le Conseil de sécurité dans le cadre des efforts onusiens pour l'autodétermination du peuple sahraoui à travers un référendum libre et régulier».

Lors de ses rencontres avec l'envoyé onusien, la direction sahraouie demandera à ce que la Minurso assure la surveillance des droits de l'homme dans les



PH. : DR

territoires occupés du Sahara occidental, a précisé M. Khaddad. Les entretiens porteront également sur la politique marocaine de pillage des richesses du Sahara occidental

au mépris de la légalité internationale, a ajouté le responsable sahraoui.

M. Y./APS

Fonction publique en Tunisie Prochain démarrage des négociations sociales

LES NÉGOCIATIONS sociales dans la Fonction publique et le secteur public démarreront la semaine prochaine, a affirmé le SG adjoint de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) Bouali Mbarki. Dans une déclaration samedi à l'agence TAR, en marge de sa participation à une rencontre à Tunis sur la réconciliation nationale en Libye, il a précisé qu'un communiqué conjoint sera signé la semaine prochaine entre la présidence du gouvernement et l'UGTT donnant d'emblée le coup d'envoi des négociations sociales. Sur un autre registre, Mbarki s'est interrogé sur le timing des récents événements survenus à la frontière avec la Libye, qualifiant leur traitement d'«exagéré». Il a formé le vœu que le nouveau gouvernement parvienne à des décisions à même de rétablir la stabilité dans les zones frontalières et dans les régions intérieures et d'éviter aux pays les troubles et les tensions.

Le syndicaliste a insisté sur l'engagement de l'organisation ouvrière à contribuer à toute initiative de nature à proposer des solutions sociales dans ces régions et à soutenir les efforts du gouvernement visant à trouver le modèle de développement le plus approprié. Dila G.

Riposte au paludisme

Lancement d'un projet de recherche maghrébin

Un projet de recherche maghrébin de «haute qualité» sur la riposte au paludisme et la sensibilité aux agents vecteurs, notamment l'Anophèle (sergentii) vient d'être lancé par l'Institut Pasteur Algérie (IPA), a affirmé samedi à Ghardaïa le directeur général de cet Institut.

Ce projet médical de recherche maghrébin est mené en étroite collaboration par des experts et entomologistes des instituts Pasteur de Paris, du Maroc, de Tunisie et d'Algérie, a déclaré à l'APS, le P' Kezzal. Cette recherche vise à développer une stratégie scientifique commune pour éradiquer le paludisme en étudiant le moustique hématoophage «Anophèle femelle» notamment «Anophèle Sergentii», une espèce vectrice du paludisme dans les zones sahariennes des trois pays du Maghreb (Tunisie, Algérie et Maroc), a-t-il fait savoir.

Cette recherche commune aux trois pays du Maghreb tentera de trouver «une

stratégie sur la base des études épidémiologiques et entomologiques, le développement des gîtes d'anophèles, leur fonctionnement biologique et leur capacité de résistance vis-à-vis des insecticides et pesticides utilisés», a-t-il précisé.

Cette initiative scientifique s'inscrit dans la logique du plan de renforcement des mesures de veille et de prévention efficace pour faire face à toutes menaces sanitaires à potentiel épidémique, présenté jeudi dernier à Ghardaïa par le ministre de la Santé, de la Population et la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf et salué par le représentant à Alger de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a-t-il ajouté.

Le même responsable a également révélé qu'un plan d'action de stratégie de développement de son organisme a été mis en place pour renforcer les acquis réalisés ces dernières années en matière de surveillance des menaces sanitaires à potentiel épidémique et les différentes

maladies émergentes et réémergentes conformément au règlement sanitaire international (RSI). Les principales mesures de ce plan visent le renforcement des moyens humains et matériels au niveau central (Alger) en améliorant la qualité et la performance dans la prise en charge des malades pendant la phase de diagnostic et de traitement de la maladie, à travers la mise en place d'un centre de référence et d'excellence «hautement performant» pour la grippe, la tuberculose, l'arbovirose et les antibiotiques, a-t-il expliqué.

Ce plan d'action prévoit également le développement des trois antennes de IPA de M'sila, Oran, Constantine en les érigeant en centres de référence en matière de grippe, VIH, des maladies émergentes et réémergentes infectieuses ainsi que les antibiotiques et de faire de ces antennes des unités de recherche et de développement en matière de santé, a-t-il révélé. Par son capital humain hautement qualifié et

les expériences acquises, l'institut Pasteur Algérie devenu un centre de référence pour l'Afrique se déploie pour anticiper contre toutes menaces sanitaires, selon ce responsable.

A propos de la fabrication des sérums anticorponique, antirabique et antivipérin, par l'IPA, le P' Kezzal, a assuré que la production nationale existe mais qu'il faut améliorer la qualité d'inoculation passant de l'intramusculaire à intraveineuse.

Dans ce sens des projets de partenariat avec l'Inde, Cuba, les USA et autres pays européens en matière de fabrication de sérum et de culture cellulaire sont à l'étude en vue de créer une industrie de sérum, a-t-il indiqué, ajoutant que l'IPA s'attèle à renforcer ses réseaux, à investir dans la recherche et également à mettre à niveau ses structures par des moyens modernes permettant de répondre qualitativement aux besoins de la santé. Ali O.

«Poussée des jihadistes» en Libye

L'Italie s'inquiète

L'Italie s'inquiète d'informations sur une «poussée des jihadistes» en Libye, selon le chef de la diplomatie italienne Paolo Gentiloni dont le gouvernement tient à la stabilisation de ce pays. «On ne peut accepter qu'à quelques heures seulement de navigation d'ici, il y ait une menace terroriste», a indiqué le chef de la diplomatie italienne dans une interview à la chaîne SkyTg24 vendredi soir, en allusion à des informations sur une «expansion de milices proches» de l'organisation autoproclamée Etat islamique (EI/Daech) en Libye. L'EI «est actif dans sept villes», a averti début février Aref Ali Nayed, conseiller du Premier ministre libyen Abdullah al-Thani.

Face à la «poussée jihadiste», la centaine d'Italiens venus travailler ces dernières années en Libye ont été appelés à la quitter



Le chef de la diplomatie italienne, Paolo Gentiloni

rapidement. Beaucoup seraient en train de partir, indique-t-on à la Farnesina. L'ambassade à Tripoli reste encore ouverte, avec un personnel réduit.

L'Italie, partenaire privilégié de la Libye, se sent «menacée à plusieurs égards: afflux en Italie d'immigrés fuyant divers conflits

vers l'Europe – une moyenne de 400 par jour, et 80% passant par la Libye – naufrages dramatiques au large de la Sicile faute de dispositif de secours européen efficace, intérêts gaziers et pétroliers à risque, etc», selon les médias locaux. Rome a critiqué le dispositif «Triton», l'opération européenne de contrôle des frontières, qui, faute de moyens, n'a pu éviter la disparition en Méditerranée de quelque 300 migrants mercredi dernier. Elle appelle l'Europe à faire davantage, «dans son propre intérêt». La haute représentante pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne, l'Italienne Federica Mogherini, a répondu samedi dans le Corriere della Sera: «L'Union européenne a déjà préparé et individualisé des mesures qui peuvent éventuellement accompagner et protéger le proces-

sus de formation d'un embryon de gouvernement d'unité nationale en Libye», a-t-elle assuré.

Les Italiens sont «les plus actifs et les plus intéressés à une stabilisation de ce pays», a assuré une source proche du gouvernement italien. En décembre dernier, M. Gentiloni avait averti que l'Italie n'accepterait pas une division de la Libye, «à 200 miles de nos côtes». Il avait demandé l'organisation d'une table ronde des forces modérées. La Libye est plongée dans le chaos avec deux gouvernements rivaux, l'un mis en place par une coalition de milices, Fajr Libya, qui s'est emparé de la capitale cet été, et l'autre reconnu par la communauté internationale et qui a dû s'exiler dans l'est du pays. R. M.



Danemark

La police pense avoir abattu l'auteur de deux attaques à Copenhague

■ La police pense avoir abattu hier matin à Copenhague l'auteur de deux fusillades, contre un débat sur la liberté d'expression et la principale synagogue de la capitale danoise, qui ont fait deux morts et cinq blessés.

Copenhague a été le théâtre de deux attaques qui pourraient avoir été inspirées par celles visant *Charlie Hebdo* et une supérette caché à Paris en janvier.

«Nous pensons qu'il s'agit du même homme qui est l'auteur des deux fusillades», a dit un porte-parole de la police, Torben Moelgaard Jensen, lors d'une conférence de presse.

L'homme abattu venait d'ouvrir le feu sur les forces de l'ordre, dans le quartier populaire de Nørrebro, où les autorités avaient placé un logement sous surveillance.

La police pense que l'homme a agi seul, mais n'en avait pas encore la certitude hier matin.

Lors de la première attaque, samedi vers 15h00 GMT, un homme a criblé de balles un centre culturel où se tenait un débat sur l'islamisme et la liberté d'expression, faisant un mort dans l'assistance, un homme âgé de 55 ans, et blessant trois policiers.

Puis, alors que l'assaillant était recherché, des coups de feu ont retenti après minuit samedi

(23h00 GMT) près de la synagogue de Copenhague. Une personne a été mortellement blessée à la tête, un policier a été blessé à la jambe et un autre au bras.

Selon une association communautaire juive, le jeune homme tué était un juif qui surveillait les accès aux bâtiments pendant qu'une cérémonie avait lieu à l'intérieur.

«La police était déjà sur place. Une personne est arrivée et a commencé à tirer», a déclaré le porte-parole de la police, Allan Teddy Wadsworth-Hansen, précisant que la vie des policiers n'était pas en danger.

Les forces de l'ordre ont diffusé dans la soirée une photo, apparemment prise dans un parking, d'un homme vêtu d'une douillette foncée et d'un bonnet ou d'une cagoule bordeaux, avec un signallement: 25 à 30 ans, environ 1,85 m, athlétique.

Des secteurs de la capitale danoise ont été bouclés mais «il ne s'agit pas d'un couvre-feu général. Les gens peuvent se déplacer dans Copenhague, en sécurité», a affirmé le porte-parole. La Chef du gouvernement danois Helle Thorning-Schmidt a



félicité immédiatement la police pour son travail et a rappelé que «personne ne doit pouvoir impunément attaquer la société danoise ouverte, libre et démocratique».

Après la première fusillade, elle avait dénoncé «un acte de violence cynique» et estimé que «tout porte à croire que la fusillade (...) était un attentat politique et de ce fait un acte terroriste».

Paris a immédiatement condamné «avec la plus grande fermeté» cette «attaque terroriste». Washington a évoqué une attaque «déplorable» et proposé d'apporter son aide à l'enquête.

Joint par l'AFP, l'ambassadeur de France au Danemark, François Zimeray, a décrit un assaut brutal sur le centre culturel, au sein duquel il se trouvait avec notamment l'artiste et caricaturiste suédois Lars Vilks, qui a été l'objet de plusieurs menaces et d'agressions depuis la publication à l'été 2007 d'un dessin représentant le Prophète Mahomet avec un corps de chien. «Ils nous ont tiré dessus de l'extérieur. C'était la même intention que (l'attaque contre) *Charlie Hebdo* sauf qu'ils n'ont

pas réussi à entrer», a-t-il déclaré.

L'attaque par deux jihadistes français contre l'hebdomadaire satirique *Charlie Hebdo*, le 7 janvier à Paris, avait fait 12 morts. Les assaillants avaient pénétré dans la salle de rédaction et y avaient ouvert le feu, avant de tuer un policier dans leur fuite.

Deux jours plus tard, un homme lié aux deux jihadistes avait pris en otage plusieurs personnes dans une supérette cachée à Paris, faisant quatre morts dans la communauté juive.

«Intuitivement je dirais qu'il y a eu au moins 50 coups de feu, et les policiers ici nous disent 200. Des balles sont passées à travers les portes et tout le monde s'est jeté à terre», a raconté l'ambassadeur.

Plusieurs dizaines de personnes assistaient au débat sous protection policière.

Les vitres ont été criblées de nombreux impacts. Et la BBC a diffusé d'un enregistrement où on entend l'Ukrainienne Inna Shevchenko, du mouvement Femen, interrompue par des dizaines de coups de feu qui claquent sans répit. Les services de

renseignement (PET) ont indiqué que l'attaque était «planifiée». Mais la police a estimé que la question de la ou des personnes spécifiquement visées n'était «pas évidente».

Cette dernière a d'abord parlé de deux assaillants présumés ayant pris la fuite à bord d'une voiture. Le véhicule, vide, a été retrouvé quelques heures plus tard, à proximité du lieu de la fusillade et d'une gare.

Puis quatre heures après l'attaque, les forces de l'ordre ont précisé que «les premiers témoignages indiquent qu'il n'y avait qu'un auteur» des coups de feu.

Aucun élément n'avait filtré hier matin sur son identité.

Le ministre français de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, était attendu à la mi-journée hier à Copenhague.

«On se sent tous Danois ce soir», a déclaré à l'AFP un chroniqueur de *Charlie Hebdo*, Patrick Pelloux. «C'est affreux parce que c'est un mois après les attentats à Paris, cela fait ressortir toute la tristesse.»



Points chauds

Préparation

Par Fouzia Mahmoudi

Si les attentats qui ont frappé Paris en début d'année ont suscité beaucoup de commentaires et d'interrogations, l'une des plus importantes dans le contexte politique était certainement de savoir quelles conséquences ils auraient sur la perception du FN par les électeurs et par les Français en général. Et si de nombreux analystes se sont empressés d'assurer que le FN avait mal négocié l'après attentat et serait mal perçu, les récentes études d'opinions sur le sujet donnent un tout autre éclairage à la question. Ainsi, aujourd'hui, un nouveau sondage indique que près de 30 % des Français souhaitent le succès du Front national aux prochaines élections départementales de mars prochain, le parti de Marine Le Pen gagnant 9 points par rapport à une enquête effectuée avant les municipales de 2014. Alors que 29 % des personnes interrogées souhaitent le succès des candidats du FN, 25 % préfèrent ceux de l'UDI et de l'UMP et 22 % ceux du PS. Les candidats d'EELV et du MoDem sont crédités de 8 %. Par rapport à une enquête réalisée avant les municipales de l'année dernière, l'UDI et l'UMP perdent 8 points (de 33 % en 2014 à 25 % en 2015), tandis que le PS enregistre une baisse de 6 points (de 28 % en 2014 à 22 % en 2015). Dans le même temps, le FN voit sa cote grimper de 9 points passant de 20 % en 2014 à 29 % pour les prochaines départementales. Il est donc évident que loin de se détourner du Front National, les électeurs sont au contraire de plus en plus nombreux à envisager un vote pour ce parti. Toutefois, un grand nombre de Français doute des capacités du parti frontiste de gouverner la France alors qu'il est encore si peu représenté dans les institutions officielles. Marine Le Pen et son mouvement ne seraient ainsi pas prêts à prendre la relève en 2017, malgré des sondages très favorables, mais pourraient l'être d'ici à 2022 où une victoire du FN n'aurait alors rien de fantaisiste. Reste à savoir si le parti fondé par Jean-Marie Le Pen, sera capable de relever ce défi et de se préparer sérieusement à éventuellement prendre le pouvoir dans quelques années ou si son unique rôle au sein de la cinquième République est de servir de soupape à un peuple français de plus en plus exaspéré par ses partis traditionnels qui le dirigent depuis près de soixante ans.

F. M.

Nucléaire iranien

La Chine pas favorable à une prolongation des discussions

La Chine n'est pas favorable à une nouvelle prolongation des négociations entre les grandes puissances et l'Iran si un accord sur le programme nucléaire de Téhéran n'est pas trouvé fin mars, a affirmé hier le chef de la diplomatie chinoise Wang Yi. «Elles ont été prolongées deux fois, nous espérons qu'elle ne se seront pas une troisième fois», a déclaré Wang, lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue iranien Mohammad Javad Zarif à Téhéran. Les États-Unis ont indiqué la semaine dernière ne pas voir l'utilité d'une prolongation des discussions si la «formulation fondamentale» d'un accord n'était pas trouvée d'ici le 31 mars. Le groupe 5+1, dont fait partie Pékin avec les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, la Russie et l'Allemagne, tente depuis novembre 2013 de conclure un

accord global autorisant certaines activités nucléaires civiles iraniennes, en échange de garanties qu'elle resteront exclusivement pacifiques. Les grandes puissances exigent que l'Iran réduise ses capacités nucléaires afin d'empêcher qu'il puisse se doter un jour de la bombe atomique. Téhéran, qui dément tout caractère militaire de son programme, revendique son droit à une filière nucléaire civile complète et demande la levée totale des sanctions économiques occidentales. Les deux parties se sont entendues pour parvenir d'abord à un accord politique avant le 31 mars et finaliser les détails techniques pour un accord global avant le 1^{er} juillet. Mais ces négociations piétinent, en laissant craindre une nouvelle extension des discussions, déjà prorogées à deux reprises. «Les négociations ont connu des progrès posi-

tifs» mais «elles sont devenues plus difficiles et compliquées» à mesure que la date-butoir approche, a rappelé Wang. «Les parties devraient se concentrer sur les questions d'intérêt commun et supprimer les obstacles», a-t-il estimé, soulignant «l'occasion historique» de mettre fin à une décennie de crise diplomatique sur ce dossier. «L'occasion doit être saisie», a renchéri Zarif, assurant que Téhéran n'avait «aucun problème» à montrer que ses activités nucléaires «sont pacifiques et continueront à l'être». L'Iran est prêt «à faire preuve de flexibilité pour rassurer le groupe 5+1», a-t-il affirmé. Le ministre iranien a répété que l'Iran voulait la fin des «sanctions injustes» occidentales. «L'ère des sanctions arrive à sa fin» car elles «ne bénéficieront à aucune des parties dans l'avenir», a-t-il affirmé.



Spectacle de l'orchestre «El Gosto»

Les mélomanes du chaâbi gâtés

■ Le Palais de la culture Moufdi-Zakaria s'est transformé samedi soir en un espace musical de haut niveau. C'est l'orchestre chaâbi «El Gosto» qui a animé lors de cette soirée un spectacle de musique algérienne. Cette formation musicale réunissant les premiers élèves, algériens et français nés en Algérie, du maître M'hamed El Anka, était dirigé par le chanteur Abdelmadjid Meskoud.

Par Abia Selles

L'orchestre chaâbi «El Gosto» réunissant les premiers élèves, algériens et français, du maître M'hamed El Anka a animé samedi soir un spectacle musical de haut niveau. Cette formation musicale qui s'est produite pour la première fois en Algérie samedi devant un public nombreux n'a pas ménagé le moindre effort pour prendre les mordus de la musique chaâbi dans un des plus beaux voyages artistiques.

Organisée dans le cadre de l'événement «Fikra 2015», une série de conférences réunissant des personnalités politiques, économiques et culturelles autour du thème de «la réussite», cette première soirée de l'or-

chestre était menée par cinq élèves du maître : Abdelmadjid Meskoud, Abdelkader Chercham, Rachid Berkani, Liamine Haimoun et le chanteur et acteur français, né en Algérie Robert Castel.

A tour de rôle les chanteurs ont revivifié le répertoire de Hadj M'hamed El Anka et son interprétation particulière alors que Robert Castel, violon à la main, a interprété l'un des plus grands succès de son père Lili Laabssi «Mazal hay mazal».

Né en 1933 à Alger, Robert Castel, fils du célèbre chanteur Lili Laabassi, avait fait ses premiers pas musicaux dans la classe du conservatoire que dirigeait El Hadj M'hamed El Anka à Alger aux côtés de Mohammed Ferkioui, Abderrahmane Guellati, Maurice El Medioni, Luc Cherki



ou le regretté Ahmed Bernaoui. L'enseignement du cardinal avait été en 2005 au cœur de cette aventure qui a conduit la réalisatrice algéro-irlandaise Safinaz Bousbiaa, à réunir les anciens élèves de cette classe, dont la moitié avait quitté l'Algérie en 1962. En 2007 les musiciens des deux rives remontent ensemble sur la scène du Théâtre de Marseille sous la direction d'El Hadi el Anka et accompagné d'autres élèves du cardinal comme Abdelkader Chercham

pour donner un récital de chaâbi avec une quarantaine d'artistes.

Une fois réuni l'orchestre fait une tournée dans les plus grandes salles de spectacles du monde, aux Etats-Unis, en France, en Belgique, au Maroc, en Norvège ou en Allemagne, avant de faire l'objet d'un film documentaire produit et réalisé par Safinaz Bousbiaa et sorti en 2011.

Lors de cette toute première représentation à Alger, plusieurs noms manquaient à l'appel dont

le pianiste et premier chef de cet orchestre El hadi El Anka, fils du cardinal, l'ancien chef d'orchestre du cardinal, Mohamed Ferkioui ainsi que tous les membres français de la troupe à l'exception de Robert Castel.

A.S.

Théâtre régional de Tizi Ouzou

«Mohand Oukaci», une pièce tragi-comique en avant-première

«Mohand Oukaci», une pièce tragi-comique, produite par la ligue des arts cinématographiques et dramatiques de la wilaya de Tizi Ouzou, et mise en scène par Hocine Ait Guini, a été projetée en avant-première samedi au théâtre régional Kateb-Yacine.

Le public nombreux qui a assisté à cette générale, a particulièrement apprécié et applaudi le jeu de Makhoul Louchimi qui a campé avec brio le rôle de Mohand Oukaci,

un honnête comptable dans une banque, injustement emprisonné.

Cette pièce de 55 mn, jouée en kabyle, raconte la vie d'un comptable, qui bascule après son emprisonnement. Mohand Oukaci, perd tout ce qu'il possédait auparavant. Ses économies, sa femme, sa maison et son travail. Il rencontre alors une personne qui l'aide à tenter de comprendre pourquoi il s'est retrouvé dans une telle situation, en faisant appel à une psychologue, un cheikh, un

journaliste et en dernier lieu, aux membres du gouvernement.

La trame de cette pièce qui est une adaptation de «Rihlat Handhala» du grand dramaturge syrien Saadallah Ouanous, se déroule dans un registre plutôt comique que tragique qui n'a pas laissé le public indifférent. Le jeu des sept comédiens, dont une femme, est bien mené, avec une bonne diction, dans un décor modeste.

F.H.

Ours d'or du meilleur film à la Berlinale

«Taxi» de l'Iranien Jafar Panahi remporte le prix

L'Ours d'or du meilleur film de la 65^e Berlinale a été décerné samedi à «Taxi» du cinéaste iranien Jafar Panahi.

Sa chronique de la société iranienne, à travers les déambulations d'un chauffeur de taxi, a été très applaudie dans un festival réputé sensible aux sujets politiques. «Les contraintes obligent souvent les conteurs à faire du meilleur travail mais ces limites peuvent parfois être si oppressantes qu'elles détruisent un projet ou abîment l'âme de l'artiste», a déclaré le président du jury de la Berlinale, le réalisateur américain Darren Aronofsky. «Plutôt que de laisser détruire son esprit et d'abandonner, plutôt que de se laisser envahir par la colère et la frustration, Jafar

Panahi a écrit une lettre d'amour au cinéma», a-t-il ajouté, estimant que son film était «rempli de l'amour qu'il porte à son art, à sa communauté, à son pays et à son public».

Le jury a également tenu à décerner deux Ours d'argent du meilleur réalisateur: l'un est allé au Roumain Radu Jude pour «Aferim», road movie historique en noir et blanc dans l'Europe de l'Est de 1835, et l'autre à la Polonaise Malgorzata Szumowska pour «Body», qui met en scène un médecin légiste et sa fille anorexique dans une réflexion sur le corps et la relation qui l'unit à l'esprit.

Les Ours d'argent saluant les meilleurs interprètes féminin et masculin sont venus récompenser

les performances des deux acteurs britanniques de «45 years», Charlotte Rampling et Tom Courtenay. Ils y incarnent Kate et Geoff, couple vieillissant qui s'apprête à célébrer son 45^e anniversaire de mariage, lorsque un événement vient faire vaciller les certitudes.

Un grand Prix du Jury est allé au réalisateur chilien Pablo Larraín pour son film «El Club», plongée dans les traumatismes du Chili à travers l'étude d'une communauté religieuse déstabilisée par un scandale.

Le cinéma sud-américain se trouvait également mis à l'honneur grâce à l'Ours d'argent du meilleur scénario pour «Le Bouton de Nacre» de l'autre réalisateur chilien de la sélection

Patricio Guzman et le Prix Alfred Bauer récompensant chaque année «un film qui ouvre de nouvelles perspectives dans l'art cinématographique» pour «Ixcanel», premier film du Guatémaltèque Jayro Bustamante. Le jury a par ailleurs tenu à saluer deux films pour la qualité de leur photographie, au titre de leur «contribution artistique exceptionnelle». Il s'agit de «Victoria» de l'Allemand Sebastian Schipper (directeur de la photographie: Sturla Brandth Grovlen), et «Pod Electriceskimi Oblakami» (Under electric Clouds) d'Alexei Guerman Junior (responsables de la photo: Evgeniy Privin et Sergey Mikhailchuk).

L.B.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

L'espace d'exposition
«La Baignoire»

Jusqu'au 28 février :

Exposition de photos intitulée Chawari3

Salle Ibn Khaldoun
26 février :

Concert musical animé par l'artiste jordanienne Macadi Nahhas

Musée public national du Bardo

Jusqu'au mois de mars :

Exposition «Pouvoirs des perles d'Afrique» (collection de Tonia Marek).

Jusqu'au 28 février :

L'établissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger, en partenariat avec la maison d'édition Synopsis, organise une exposition de livres.

Musée d'art moderne et contemporain d'Alger

Jusqu'au 28 février :

6e Festival international d'art contemporain.

Salle Ibn-Zeydoun de Riadh-El-Feth

Mardi 17 février :

L'ambassade des Etats-Unis à Alger et le ministère de la Culture organisent un atelier de musique hip-hop mené par le groupe de rap américain Big Piph and Tomorrow Maybe.

Mercredi 18 février à 18h :

Concert de hip-hop par le groupe américain Big Piph and Tomorrow Maybe.

Institut français d'Alger

Mardi 17 février :

Animation jeune public «Moi mon contraire (le livre de tous les caractères)», dans le cadre des animations offertes aux enfants à partir de 8 ans.

Coup-franc direct



Des représentants en carton

Par Anouar M.

Les représentants algériens dans les compétitions africaines ont réalisé des résultats quelque peu décevants pour leur première sortie continentale. Toutefois, et au-delà des résultats c'est le fait que ces derniers se retrouvent dans une situation difficile dans le Championnat national qui inquiète le plus. Après avoir réussi la saison dernière à décrocher des places qualificatives à une compétition africaine la plupart d'entre eux, à l'exception de l'USMA et de l'ESS se trouvent dans une position de reléguable ou jouant la relégation. Où est donc la régularité pour ces formations qui n'arrivent pas à aligner les mêmes performances que l'année dernière ? Il est clair que ces clubs n'ont pas une vision claire de ce qu'ils devraient faire dans un avenir proche et vivent au jour le jour, sinon comment expliquer le fait que ces formations qui devaient jouer une compétition aussi importante ne se sont pas préparées en conséquence et n'ont pas eu le comportement qu'il faut dans ce genre de situation en mettant en place un effectif capable d'honorer les couleurs du club dans ce genre de compétition très importante. Ces clubs doivent revoir certaines dispositions pour se préparer comme il se doit à l'avenir pour ces compétitions qui ne sont pas aussi faciles comme ils le pensent.

A. M.

CR Belouizdad

Alain Michel devrait continuer

L'entraîneur du CR Belouizdad (Ligue 1 algérienne de football), le Français Alain Michel, est favorable à l'idée de prolonger son contrat qui court jusqu'à avril 2016, a appris l'APS samedi auprès du président du club algérois, Réda Malek.

«Nous avons engagé Alain Michel avec l'intention de bâtir un vrai projet sportif à long terme, à cet effet, nous comptons lui proposer en mai prochain de prolonger son contrat, et je peux dire qu'il est favorable à cette idée», a affirmé le président du Chabab.

Alain Michel, qui avait débuté la saison avec la JS Saoura, avait atterri au CRB en octobre dernier, en remplacement de son compatriote, Victor Zvunka, limogé suite à la défaite concédée lors du derby face au NA Hussein Dey (1-0), dans le cadre de la 7^e journée du Championnat.

«Les résultats avec Alain Michel se sont nettement améliorés, c'est un entraîneur qui a su redonner de la confiance au groupe. Nous sommes entièrement satisfaits de son travail», a-t-il ajouté.

Après un début de saison difficile, le Chabab a réussi à revenir progressivement au devant de la scène, occupant la 3^e place au classement avec 31 points, à quatre longueurs



du leader, le MO Béjaïa. «C'est vrai que l'équipe a pu relever la tête après un long passage à vide, mais le plus important est de maintenir cette dynamique, et éviter surtout de s'enflammer».

Nous devons garder les pieds sur terre, car le bilan se fera en fin de saison pas maintenant», a prévenu le premier responsable du CRB.

Éliminé aux 16^e de finale de la Coupe d'Algérie, le Chabab «entera désormais de finir sur le podium», estime Malek, qui précise que les ambitions «ont été revues à la hausse au vu des derniers résultats positifs décrochés par le club».

Coupe d'Algérie de volley-ball (seniors/dames) Finale entre GSP et l'ASWB

La finale de la Coupe d'Algérie 2015 de volley-ball (seniors/dames) prévue le 28 février entre le GS Pétroliers et l'ASWB Béjaïa s'annonce palpitante à plus d'un titre, vu le standing des deux antagonistes, considérés comme deux des meilleurs clubs actuels du volley-ball féminin algérien. Le GSP et l'ASWB ont obtenu leur qualification samedi matin, respectivement (3-0) face au NC Béjaïa et (3-2) face au RC Béjaïa. Les Pétroliers ont eu la tâche relativement facile face au NC Béjaïa, au moment où le RC Béjaïa a tenu la dragée haute à son voisin de l'ASWB, ne vendant que chèrement sa peau (3-2). La finale du 28 février est un «remake» de celle de 2012, puisque cette année là, l'ASWB et le GSP s'étaient déjà affrontés dans un duel final qui avait tourné à l'avantage des Algéroises, sur le score sans appel de 3-0.



Ligue des champions (tour préliminaire) MC El Eulma 1 - St-George (Eth) 0 «Babya» réalise le minimum

Le MC El Eulma a réalisé le minimum lors de son premier match face à la formation éthiopienne de Saint George pour le compte du tour préliminaire de la Ligue des champions avant-hier soir.

Par Anouar M.

L'effet et pour ce match aller, les gars de Babya se sont donné à fond même s'ils ont éprouvés des difficultés pour trouver la faille dans la défense adverse.

Le MCEE s'est imposé grâce à un penalty transformé en force par Farès Hemiti dans le temps additionnel de la première période. Quoi que portés par leur public dès le coup d'envoi de la rencontre, les Eulmis ont éprouvé des difficultés à entrer dans le match avant de se reprendre à partir de la seconde moitié du premier half. Une première période qui se dirigeait tout droit vers un nul blanc lorsque l'arbitre tunisien de la rencontre désigne le point de penalty à la suite d'une faute sur Derardja. Une décision quelque peu sévère de Nasrallah Jaouadi mais Hemiti ne se pose pas de questions en fusillant le portier éthiopien (45 + 1).

Ce sera le score à la mi-temps même si, auparavant, le magnifique coup-franc excentré de Derardja, renvoyé par le poteau, aurait mérité un meilleur sort, tout comme l'essai de Chenihi, bien servi par Abbès (43'), repoussé du bout des gants par l'excellent gardien éthiopien Gurma. En seconde période, les hommes d'Azzedine Aït-Djoudi parviennent à monopoliser le ballon mais se heurtent à une défense éthiopienne acculée mais vaillante qui repoussera toutes les tentatives d'Oussalah et de ses camarades. Les supporters locaux croiront bien au but lorsque Maïza, sur corner, reprend de la tête (mais légèrement



Ph. A. DK.

Les Eulmis devront négocier la qualification au match retour

à côté) un ballon bien botté par Chenihi (75'), ou encore quand Kara tente un tir tendu de 30 m (85'), mais ils devront patienter jusqu'au match retour à Addis-Abeba pour espérer voir leur équipe se qualifier. Les pouillains d'Aït Djoudi devront être bien concentrés lors de cette manche retour pour éviter de se faire piéger là-bas.

L'ESS souhaite affronter le représentant du Liberia

Par ailleurs, le champion africain en titre et troisième représentant algérien dans cette compétition avec le MCEE et l'USMA, l'Entente de Sétif souhaite affronter le club libérien du FC Barrak Young Controllers au prochain tour de l'épreuve, considérant qu'il représente un obstacle «moins difficile» à passer que le Real Banjul (Gambie). L'Aigle noir, en sa qualité de tenant de titre, a été dispensé du tour préliminaire de l'épreuve, disputé samedi et dimanche, au moment où le Real Banjul et le BYC devront se départager, en aller et retour, pour savoir qui d'entre eux pourra affronter l'ESS au prochain tour. «En raison du virus Ebola, notre match face au représentant du Liberia sera probablement délocalisé dans un autre

pays, considéré plus sûr, et c'est une bonne chose, car non seulement nous aurons plus de chances de nous qualifier sur un terrain neutre, mais notre délégation ne courra aucun risque de contamination» a expliqué le président Hassan Hemar. Non concerné par le tour préliminaire de la Ligue des champions, l'ESS aura toute la latitude de disputer la Supercoupe ker de Blida. L'USM Alger et le MC El Eulma sont les deux autres représentants algériens dans cette Ligue des champions africaine.

Le MCA se contente du nul

Enfin et dans cette même compétition de la Ligue des champions, le MC Alger a été tenu en échec par le Sahel SC du Niger sur un score de parité (0-0) dans ce match aller disputé samedi soir au stade Omar-Hamadi (Alger). Le match retour aura lieu dans deux semaines au Niger. Les Mouloudéens auront fort à faire pour espérer se qualifier pour le prochain tour.

A. M.

Ligue 1 Mobilis (20^e journée) L'ESS rejoint le MOB

L'ESS Sétif, large vainqueur de la JS Saoura (3-0) samedi en clôture de la 20^e journée du Championnat de Ligue 1 Mobilis de football a rejoint le MO Béjaïa en tête de classement avec 35 pts, tandis que le MC Oran partage la troisième place avec le CRB après son nul face au CS Constantine. Emmenée par un Abdelmalik Ziaya des grands jours, auteur d'un coup de chapeau (25 sp, 61 et 87), l'ESS n'a pas fait dans la dentelle en dominant un adversaire «sudiste» dépassé par le cours des événements. Une précieuse victoire, la neuvième de la saison pour les Sétifiens qui confirme l'excellente forme du moment des hommes de Kheireddine Madoui, lesquels ont préparé comme il se doit leur match de Supercoupe d'Afrique contre Al Ahly prévu samedi prochain au stade Mustapha-Tchaker de Blida.

La prochaine confrontation entre les deux co-leaders, le MOB et l'ESS au stade de l'Unité maghrébine, s'annonce explosive avec en ligne de mire la première place au classement. En revanche, la JSS qui restait sur une victoire contre le MC Alger

(2-1) n'est pas loin de la zone rouge. Le MC Oran qui est allé chercher le point du match nul à Constantine face au CSC (0-0) partage désormais la troisième marche de podium avec le CR Belouizdad à quatre longueurs des deux premiers.

A l'opposé, les choses ne s'arrangent pas pour les Sanafirs de Rachid Belhout qui n'ont récolté qu'un seul point lors des trois derniers matches et restent scotchés à la neuvième place. De son côté, le RC Arbaâ s'est bien remis de la lourde défaite essuyée face à l'USM Alger (5-1) en dominant l'USM Bel-Abbès (2-0) grâce à des réalisations de Bouaïcha (21') et Mokdad (86'). A la faveur de cette victoire, les hommes de Mohamed Mihoubi se hissent à la septième place en compagnie de l'USMH, tandis que les affaires du promu se compliquent un peu plus après cette nouvelle défaite, la seconde de suite après celle concédée à domicile face au CR Belouizdad (0-1). Les coéquipiers de Hocine Achiou restent à la 13^e position avec un seul point d'avance sur le premier reléguable.

RÉSULTATS ET CLASSEMENT :

Mardi :
USM El Harrach - USM Alger 0-0
ASM Oran - ASO Chlef 2-0
MC Alger - MO Béjaïa 1-0
CR Belouizdad - MC El Eulma 1-0
Vendredi :
JS Kabylie - NA Hussein-Dey 1-0
Samedi :
RC Arbaâ - USM Bel-Abbes 2-0
ES Sétif - JS Saoura 3-0
CS Constantine - MC Oran 0-0

Classement	J	Pts
1. MO Béjaïa	35	20
- . ES Sétif	35	20
3. CRB	31	20
- . MC Oran	31	20
5. USM Alger	30	20
9. CS Const.	30	20
7. USMH	29	20
- . RC Arbaâ	29	20
11. JS Saoura	24	20
- . MC El-Eulma	24	20
13. USMBA	22	20
14. NA H. Dey	21	20
- . MC Alger	21	20
15. ASO Chlef	19	20

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tébessa

Un terroriste abattu et une kalachnikov récupérée

UN TERRORISTE a été abattu et un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, une grenade offensive et une quantité de munitions ont été récupérés samedi à Tébessa par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué dimanche le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte anti-terroriste, un détachement relevant du secteur opérationnel de Tébessa (5^e Région militaire) a abattu le 14 février 2015, près de la zone d'Aïn Mdila au sud de la wilaya de Tébessa, un terroriste et

a récupéré un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, une grenade offensive, une quantité de munitions et d'autres objets», a précisé le MDN. Par ailleurs, et «dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la contrebande et le crime organisé, des détachements de l'ANP, relevant des secteurs opérationnels de Tamanrasset et d'In Guezzam (6^e Région militaire) ont intercepté deux véhicules tout-terrain chargés de 600 litres de carburant et de deux quintaux de ciment», a indiqué la même source.

Hani T./APS

Bordj-Menaïel

Arrestation de trois malfaiteurs pour vol par effraction

LES ÉLÉMENTS de la brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) de Bordj-Menaïel ont réussi à démanteler un réseau de malfaiteurs, composé de trois éléments habitant la localité. Lesquels sont spécialisés dans le vol par effraction des habitations, indique un communiqué de la direction de la sûreté de wilaya de Boumerdès. Selon ce dernier, le groupe s'est introduit dans une habitation, en escaladant une

muraille, à une heure tardive de la nuit, lorsque les occupants ont été réveillés et surpris par la présence de personnes étrangères. Pris de panique, ces derniers ont pris la fuite et un a trébuché avant d'être appréhendé. Après les premiers soins prodigués à l'hôpital, il a été arrêté par la police et soumis à un interrogatoire au cours duquel il a reconnu les faits avant de dénoncer ses complices.

A. K.

Tizi Ouzou

Arrestation de cambrioleurs de commerces

LES ÉLÉMENTS de la 1^{re} sûreté urbaine de Tizi-Ouzou ont démantelé, au courant de la semaine écoulée, une association de malfaiteurs qui s'est spécialisée dans le vol des commerces, a indiqué hier, la cellule de communication de la sûreté de wilaya dans un communiqué. Selon les précisions fournies par la même source, les policiers ont agi dans le cadre d'une enquête ouverte pour vols par effraction avant d'identifier et arrêter les auteurs du vol par effraction de deux commerces de vente de téléphones portables et de vente de bijoux traditionnels, sis à la rue Khodja Khaled de la ville de Tizi-Ouzou. Les vols ont été commis à la fin

du mois de décembre 2014. La même source précise qu'une procédure judiciaire a été instruite à l'encontre des 8 individus constituant cette association de malfaiteurs pour vol par effraction, recel d'objets volés, complicité et non-dénonciation de crime. Les mis en cause dont trois sont issus de la wilaya de Boumerdès ont été présentés au parquet de Tizi-Ouzou, jeudi dernier, qui a ordonné le placement en détention préventive de trois d'entre eux alors que les cinq autres ont été laissés en liberté provisoire. La même source a ajouté qu'à l'issue de cette enquête, une quantité importante de bijoux traditionnels a été récupérée.

Hamid M.

Les gendarmes élucident une découverte de cadavre

L'AFFAIRE de la découverte d'un cadavre fin janvier dernier aux limites géographiques des wilayas de Tizi Ouzou et Boumerdès non loin du village Thibecharine dans la commune de Mizrana vient d'être élucidée par les éléments de la gendarmerie, avons-nous appris de sources judiciaires. Selon les indications fournies par nos sources, il s'agit d'un crime dont l'auteur a été débusqué puis arrêté et présenté devant la justice à la fin de la semaine écoulée. Les investigations entreprises par les éléments de la compagnie de la gendarmerie de Tizirt (35 km au nord de Tizi Ouzou) appuyés par

leurs collègues de la cellule technique du groupement de wilaya ont permis d'identifier le corps de la victime originaire d'Alger signalé disparu quelques jours auparavant. L'exploitation des communications téléphoniques de la victime a permis de remonter jusque qu'au meurtrier qui n'était autre que l'une de ses connaissances avec qui il s'était rendu en Kabylie avant que la sortie ne tourne au meurtre sur le chemin du retour. Pour tenter de tromper les enquêteurs, l'assassin a mis le feu au véhicule de la victime à quelques kilomètres du lieu du crime sur le territoire de la wilaya de Boumerdès.

H. M.

UNE FUSILLADE A VISÉ UN CENTRE CULTUREL À COPENHAGUE



Djalou@hotmail.com

Procès en appel pour dilapidation de deniers publics

L'affaire Hadjas le 15 mars devant la cour d'Alger

■ Le procès en appel de l'ancien P-DG d'«Union bank», Brahim Hadjas, condamné en première instance le 2 mars 2014 par le tribunal correctionnel de Sidi M'hamed (Alger) à 5 ans de prison ferme pour dilapidation de deniers publics, aura lieu le 15 mars prochain devant la cour d'appel d'Alger.

Par Slim Y.

L'accusé avait été reconnu coupable en première instance d'avoir détourné en 2004 des deniers publics au détriment de la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR). L'inculpé est également poursuivi dans cette affaire notamment de «constitution d'une association de malfaiteurs, d'escroquerie, de banqueroute, de fraude et de violation de la législation régissant le mouvement des capitaux de et vers l'étranger», selon son avocat M^r Guendouzi. L'«Union Bank» avait effectué des transactions commerciales avec plusieurs

banques, dont la BADR, qui a découvert qu'un grand nombre de crédits n'avaient pas de dossiers constitutifs, selon l'ordonnance de renvoi. Tous les fonctionnaires de la banque ont affirmé lors de l'enquête avoir reçu des instructions de Hadjas Brahim et de ses enfants (Kahina et Cherif) pour l'émission de let-tres de change, selon la même source. Brahim Hadjas avait nié lors du procès en première instance les chefs d'accusation retenus contre lui, précisant qu'il occupait alors le poste de président du conseil d'administration, étant actionnaire et que sa mission principale au sein de la banque était de prospecter les investisseurs à l'étranger. Dans

une autre affaire de corruption, une peine de 10 ans de prison ferme avait été prononcée en mars 2014 par le tribunal correctionnel de Chéraga à l'encontre de Brahim Hadjas pour «atteinte à la propriété immobilière et dilapidation de deniers publics». Brahim Hadjas a été arrêté le 12 décembre 2013 au Maroc par Interpol avant d'être extradé vers l'Algérie après 10 années de fuite. Il a été au cœur d'un scandale de corruption lié à son groupe. «Union Bank», première banque privée en Algérie créée en 1995 conformément à la loi sur la monnaie et le crédit de 1990, a été dissoute en 2004 sur décision de justice.

S. Y./APS

Eboulement aux gorges de la Chiffa

La route Blida-Médéa fermée à la circulation

DES ÉBOULEMENTS se sont produits, dimanche matin, au niveau des gorges de la Chiffa, provoquant la fermeture du tronçon routier reliant la ville de Médéa à la wilaya de Blida à la circulation automobile, a-t-on appris du directeur des travaux publics (DTP) de Médéa, Nourredine Boubaa. Un flanc de montagne, surplombant ledit tronçon routier, situé à la limite entre les wilayas de Médéa et Blida, s'est détaché, aux premières heures de la journée, entraînant la chute d'un amas de pierres qui ont obstrué la chaussée, a-t-il expliqué, précisant que le trafic routier a été totalement fermé pendant plus de deux

heures, avant de reprendre progressivement suite à l'intervention des agents de la DTP pour le déblaiement de la chaussée. La circulation automobile a été déviée, suite à cet éboulement, sur la région d'El-Khemis (Ain-Defla), pour les automobilistes se dirigeant vers Médéa et les localités du sud du pays, alors que les automobilistes qui veulent rallier le nord du pays ont été invités à emprunter la RN64, reliant Médéa à la ville de Bouguerra, et vers la RN62, qui fait jonction entre Berrouaghia et El-Khemis, a affirmé le même responsable. Des équipes de déblaiement, relevant des directions des travaux publics des

wilayas de Médéa et de Blida, travaillent d'arrache-pied afin de dégager la chaussée et rétablir le trafic routier, a-t-il fait savoir, ajoutant que d'importants moyens d'intervention ont été mobilisés à cet effet. La circulation automobile devrait être totalement rétablie «dans le courant de la journée si les conditions météorologiques le permettent», a-t-il, par ailleurs, promis, assurant que «tous les moyens nécessaires seront déployés pour la réouverture de cet axe stratégique qui relie les régions du nord du pays à celles du Sud».

G.H./APS